

Vive l'Anarchie - Semaine 28, 2026

Sommaire

Focus sur le projet de stockage d'électricité de Saint-Laurent-de-Terregate [\(p.2\)](#)

Quelque part aux États-Unis : Une balade nocturne espègle [\(p.6\)](#)

Portland (USA) : Une tourelle équipée de caméras détruite ! [\(p.7\)](#)

Assemblée ouverte de la caisse de solidarité Kalimero jeudi 9 juillet [\(p.9\)](#)

A FIANCO DELLE PERSONE ARRESTATE ED INQUISITE IL 16 GIUGNO [\(p.10\)](#)

[France] Une pelleteuse d'expulsion éclatée ! [\(p.10\)](#)

Aux révolutionnaires qui ne peuvent s'empêcher de voter (et nous rabâchent qu'on devrait faire de même) [\(p.11\)](#)

Problèmes de Signal [\(p.24\)](#)

Operazione del 16 giugno: tutti liberi i compagni colpiti dall'inchiesta! [\(p.34\)](#)

Deux articles a propos des arrestations du 16 juin en Italie [\(p.35\)](#)

[France] Deux semaines depuis l'entrée en vigueur du Pacte Asile et migration – qu'en est-il? [\(p.45\)](#)

[Albanie] Révolte contre Trump et le gouvernement [\(p.47\)](#)

start a viral flag burning trend [\(p.48\)](#)

Camover Portland: Summer Games 2026! [\(p.49\)](#)

Allemagne : Les ministres de l'Intérieur lancent une chasse aux médias indépendants et aux « extrémistes de gauche ». [\(p.53\)](#)

Roma: ritrovamento di una microspia al NED [\(p.55\)](#)

Saint-Péray (Ardèche) : Contre la déviation routière, ceux qui la construisent et ceux qui la protègent [\(p.56\)](#)

Camover Communiqué #1: LVT Camera Tower Smashed! – Portland, OR [\(p.57\)](#)

Saint-Lô : Encore des sucettes JCDecaux brisées [\(p.59\)](#)

Against the AI Hell World: A Proposal for Self-Organized Struggle [\(p.59\)](#)

Roma: rioccupato il Bencivenga! [\(p.83\)](#)

[Canada] Les responsables de la crise ont des noms et des adresses [\(p.83\)](#)

[USA] Une balade nocturne espionne [\(p.85\)](#)

[USA] Communiqué n°1 du jeu Camover : Une tourelle équipée de caméras, de marque LVT, détruite ! [\(p.86\)](#)

[Chili] L'État chilien va condamner quatre jeunes guerriers mapuche à des dizaines d'années de prison [\(p.87\)](#)

[Italie] Libération de plusieurs des personnes arrêtées le 16 juin, et deux articles sur le sujet [\(p.90\)](#)

amazon kills (Portland,USA) [\(p.101\)](#)

la bibliothèque anarchiste située au 19 rue burnouf à Paris reste ouverte ! [\(p.102\)](#)

Italie – Opération répressive du 16 juin : tou.tes les compas sous enquête sont libres ! [\(p.103\)](#)

Rome (Italie) : Un micro caché découvert au NED [\(p.104\)](#)

Focus sur le projet de stockage d'électricité de Saint-Laurent-de-Terregate

Publié le 2026-07-06 08:44:35

En 2024, la société TagEnergy a présenté un projet de centrale de stockage d'énergie par batteries au lithium à Saint-Laurent-de-Terregate, dans le sud Manche.

C'est quoi le projet ?

La transition énergétique, que l'on pourrait résumer à une géniale idée marketing des capitalistes pour augmenter production et profits, conduit à une augmentation générales des productions énergétiques. Construction de nouvelles centrales nucléaires (et prolongement de la durée de vie des anciennes), projets photovoltaïques à gogo, « champs » d'éoliennes industrielles sur terre et en mer... Les sites de production d'énergie pullulent, et

le réseau électrique doit s'adapter. Les énergies dites renouvelables posent un problème particulier, celui d'une production dépendante des aléas climatiques (la force du vent pour les éoliennes ou le niveau d'ensoleillement pour les panneaux photovoltaïques) appelée « intermittence ». Face à ce problème, les ingénieurs se sont dit qu'il pourrait être judicieux de stocker quelque part le surplus d'énergie produite en périodes de surproduction, pour l'injecter dans le réseau lors de périodes de sous-production ou de plus forte demande. L'idée est de rendre le réseau électrique plus résilient, de soigneusement éviter la question des besoins réels et de mettre à disposition du système industriel toujours plus d'énergie. Pour se faire, le réseau a besoin dorénavant de lieux de stockage de l'énergie, sous la forme de centrales à batteries lithium. C'est une centrale de ce type que veut créer TagEnergy à Saint-Laurent-de-Terregate. L'industriel le dit lui-même dans sa communication : « le stockage est un maillon indispensable pour éviter les black-out, comme ceux connus récemment au Portugal ou en Espagne » (voir [un article de actu.fr](#) en date du 14 mai 2025).

TagEnergy, késaco ?

TagEnergy est une multinationale de l'énergie, spécialisée dans le stockage et les énergies dites renouvelables, qui a des implantations en France, en Australie, en Espagne, en Angleterre, en Allemagne... son siège social se situe au Portugal. La société a récemment fait parler d'elle pour le lancement du plus grand système de stockage d'énergie par batterie (BESS) de France, à Cernay-lès-Reims, dans la Marne. L'infrastructure compte 140 conteneurs de batteries, des sortes de grosses boîtes de 9 mètres de long qui stockent l'électricité et qui doivent être refroidies en permanence. Les batteries ont été conçues et construites par Tesla, sont raccordées au réseau par RTE, puis exploitées par TagEnergy.

Selon [le site internet de TagEnergy](#), l'entreprise est possédée principalement par les holdings suivantes :

- Impala SAS, appartenant au français Jacques Veyrat (voir [le pedigree ici](#)) ►
- Exor NV, appartenant à la famille Agnelli, dynastie italienne à l'origine de ►
la marque FIAT
- Mirova, une filiale de Natixis, elle-même filiale du groupe BPCE ►
- Omnes, une entreprise française de gestion de capital fondée par ►
Fabien Prevost

Que se passe-t-il à Saint-Laurent-de-Terregate ?

En décembre 2024, TagEnergy a déposé un permis de construire pour un projet similaire à celui de Cernay-lès-Reims, d'une capacité de stockage de 100 mégawatts. Puis la mairie, dirigée par le maire sans étiquette Loïc Bailleux, a déposé un recours devant le tribunal administratif de Caen contre le permis de construire, en juin 2025. La société a déposé un second permis de construire devant la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de Saint-Lô avec quelques modifications mais une capacité de stockage inchangée, et la préfecture a communiqué sur le fait qu'elle allait strictement encadrer le projet, pour calmer les colères.

Le projet doit être implanté sur 2,2 hectares de terrains agricoles. Des containers de 9 mètres espacés de 5 mètres chacun, des murs de 4 mètres entourant l'installation pour limiter le bruit des ventilateurs, des bassins de rétention d'eau, etc. Le tout relié par une ligne souterraine au poste à haute tension de Launay, au sud d'Avranches, poste électrique contre lequel des

luttres ont déjà eu lieu il y a 35 ans de cela. Car oui, le territoire de Saint-Laurent-de-Terregatte n'est pas étranger aux luttres contre les infrastructures électriques. En 1989, EDF décide d'installer une ligne THT de deux fois 400 000 volts (depuis la centrale de Flamanville à 120 km au nord) et un poste à haute tension de 10ha à Saint-Laurent-de-Terregatte. Anti-nucléaires, habitant-e-s et paysan-e-s du coin s'insurgent. L'association SOS Lignes haute tension est créée et organise des manifestations. Les mobilisations et les recours juridiques avaient permis l'interruption de certains travaux d'EDF, mais le rouleau compresseur nucléaire aura raison peu à peu de la résistance.

Aussi, en 1993, plusieurs éleveurs observant l'augmentation violente de la mortalité des troupeaux sous les lignes à haute tension créent l'association « Animaux sous tension ». Des combats durent des années pour prouver le rôle des champs électromagnétiques sur la santé, alors que beaucoup d'éleveurs doivent mettre fin à leur activité agricole (voir par exemple [l'histoire de Serge Provost ici](#)) du fait de la santé de plus en plus mauvaise des animaux d'élevage qui pâturent sous les THT ou à proximité.

Depuis 2019, l'association a été relancée. Voir [le site internet ici](#).

Le 23 mai 2025, 200 personnes ont manifesté contre le projet de TagEnergy. Un collectif d'habitant-e-s s'est formé : le collectif citoyen du Terregatte (collectifcitoyenduterregatte[at]gmail.com). Il se donne pour mission de déposer des recours juridiques contre le projet, d'informer via les réseaux sociaux et son site internet collectif-terregatte.org, de négocier avec la préfecture et l'industriel, et de résister au projet par des voies citoyennes et légales.

Le collectif dénonce notamment le très fort risque d'incendie engendré par le stockage de batteries au lithium (citant l'exemple de l'incendie de l'entrepôt de Bolloré Logistics à Grand-Couronne (76) en janvier 2023), l'impact sur le paysage et l'environnement, notamment la vallée de la Sélune, le bruit des ventilateurs de l'installation, la baisse de la valeur foncière des terres et habitations alentours.

Il faut ajouter à ces dévastations locales les catastrophes environnementales et sociales que créent un tel projet. La construction de batteries lithium repose sur l'extraction de la matière première, dans des mines sur d'autres continents, ou

bientôt à Echassières dans l'Allier (d'ailleurs là-bas aussi, [des collectifs et individus se mobilisent pour empêcher le projet minier](#)) : pas de stockage par batteries sans pillage généralisé et colonial du monde. Un tel projet repose aussi sur le modèle de la société capitaliste, consumériste, du toujours plus vite, plus puissant, plus productif, plus rentable, plus aliénant. Un modèle qui a besoin d'un réseau électrique efficace pour poursuivre sa marche en avant mortelle.

Que TagEnergy dégage !

Solidarité avec la lutte à Saint-Laurent-de-Terregatte !

PS : on pourra trouver ci-dessous un document intéressant quant à la nature du projet et à certains détails techniques.

Quelque part aux États-Unis : Une balade nocturne espiègle



Publié le 2026-07-06 08:49:23

[Unravel](#) / jeudi 2 juillet 2026

30 juin 2026

Récemment, lors d'une balade, pendant une soirée chaude, nous avons saboté un lecteur automatique de plaques d'immatriculation, une station de vélos Indigo, quelques engins de construction et nous avons recouvert de peinture

ou désactivé environ vingt caméras.

Nous voulons mettre en lumière certains des outils que nous avons utilisés, qui, selon nous, sont sous-estimés dans les milieux radicaux. Un pulvérisateur à main pour jardin, rempli de peinture diluée à l'eau, a été utilisé pour peindre une grande partie des caméras hors de portée. Il est plus petit, plus léger et plus facile à utiliser qu'un extincteur. Le lecteur de plaque d'immatriculation, d'autres caméras et la station de vélos ont été sabotés en utilisant des pinces coupantes. Les câbles apparents ont été sectionnés et des outils à main ont ouvert les panneaux, quand les câbles se trouvaient à l'intérieur d'armoires ou de conduits.

Nous avons passé un excellent moment et, dans les jours qui ont suivi, nous avons savouré une fabuleuse euphorie post-crime !

Portland (USA) : Une tourelle équipée de caméras détruite !

Publié le 2026-07-06 08:54:25

[Rose City Counter-Info](#) / vendredi 3 juillet 2026

Communiqué n°1 du jeu Camover : Une tourelle équipée de caméras, de marque LVT, détruite !

Aux premières heures du 1er juillet, quatre anarchistes sont sorti.es, avec des marteaux, un couteau et une sangle d'arrimage pour camion de 30 pieds [*environs 10 mètres ; NdAtt.*], pour renverser et détruire une tourelle équipée de caméras, de l'entreprise LiveView Technologies, sur le Willamette Boulevard, à Portland.

LVT, tout comme Flock, Axon, Ring, Waymo, Tesla et Google, ouvre la voie à l'utilisation d'outils de surveillance équipés



d'« Intelligence Artificielle », en resserrant le filet de la surveillance tout en trouvant un moyen de commercialiser chacun de vos mouvements.

Nous avons rampé dans la nuit et nous sommes caché.es pendant quelques minute dans les ombres, analysant la circulation et regardant les lapins sautiller dans l'herbe, s'adonnant à leurs jeux nocturnes. Quand nous nous sommes senti.es en confiance, nous nous sommes approchés de la tourelle et il a été facile d'y grimper et d'enrouler la sangle aux trois quarts de sa hauteur.

Plusieurs voitures sont passés, mais malgré le fait que nous étions juste sur le bas-côté, personne n'a semblé nous remarquer ou s'en soucier ! Nous avons tiré et tiré, de toutes nos forces, mais malheureusement, 30 pieds ne nous ont pas donné assez de levier pour renverser la tourelle. Mais tout n'était pas perdu ! Après trois minutes à essayer de la renverser, nous avons abandonné et, au lieu de cela, avons grimpé jusqu'au sommet de la tourelle. Ce n'est pas très facile, mais cela peut être fait par toute personne ayant un minimum de compétences en escalade. Au sommet, nous avons pu détruire toutes les caméras, tandis que des ami.es au sol ont crevé tous les pneus et détruit tous les panneaux solaires, laissant la tourelle immobile et inutilisable !

Alors que nous détruisions les caméras, nous avons remarqué que l'un des objectifs tournait, soit parce qu'il était commandé à distance par la personne qui louait la tourelle, soit peut-être parce que l'« IA » réagissait au joli bruit du marteau. Quoi qu'il en soit, il ne tournait certainement plus, quand on en a fini avec lui !

La prochaine fois, nous pourrions envisager de laisser la sangle à la maison et simplement grimper sur la tourelle, ou alors de nous procurer une sangle plus longue (peut-être 45 ou 60 pieds) et plus d'ami.es ! Dans l'ensemble, nous avons passé 5 à 7 minutes près de la tourelle et nous nous sommes sentis tranquilles tout le temps. Cela a été facile à organiser et à faire ! Peut-être que toi et tes ami.es pourriez le faire ? Vous pouvez trouver d'autres caméras à détruire (y compris des tourelles équipées de caméra de LVT !) sur : maps.deflock.org.

Mort à l'État de surveillance !

Assemblée ouverte de la caisse de solidarité Kaliméro jeudi 9 juillet

Publié le 2026-07-06 08:59:25

Kaliméro est une caisse et une assemblée solidaire des prisonnier-es de la guerre sociale. La prochaine aura lieu le jeudi 9 juillet à 18h et se tiendra au 19 rue burnouf 75019 paris.

La prison est un des rouages de ce système basé sur l'exploitation et la domination que nous voulons raser au sol, c'est pourquoi nous envoyons des mandats à celles et ceux accusé-e-s d'actes de révolte dont nous sommes solidaires.

Une caisse de solidarité a besoin de continuité. Nous n'avons ni sponsor, ni mécène, aussi avons-nous convenu d'un rendez-vous par mois pour collecter des sous pour alimenter la caisse. Ces rencontres sont également l'occasion d'échanger sur nos pratiques face à la répression, d'assurer le suivi des différentes histoires et de discuter des situations qui se présentent. Elle est également un moment de discussion autour des possibles moyens d'esquive, de résistance et d'auto-organisation offensive contre la machine judiciaire et carcérale.

Dans un souci de régularité, ces rencards ont été fixés le 2^e jeudi de chaque mois.

Pour envoyer de l'argent, pour demander des informations, ou pour être tenu-e-s au courant des prochains rendez-vous de la caisse et être inscrit-e-s sur la mailing-list de Kaliméro, écrivez à [kalimeroparis\(at\)riseup.net](mailto:kalimeroparis(at)riseup.net)

A FIANCO DELLE PERSONE ARRESTATE ED INQUISITE IL 16 GIUGNO

Publié le 2026-07-06 19:14:25

- [Stato di emergenza](#)

A FIANCO DELLE PERSONE ARRESTATE ED INQUISITE IL 16 GIUGNO

Riceviamo e diffondiamo:

Navigazione articolo

[Precedente: Bologna, sabato 4 luglio – Ferrara, venerdì 10 luglio: Presidi alle carceri, in solidarietà agli arrestati del 16 giugno e a tutti i prigionieri](#)

[France] Une pelleteuse d'expulsion éclatée !

Publié le 2026-07-08 07:59:23

Initialement publié sur [Calais Migrant Solidarity](#) le 03/07/2026

Mercredi 1er juillet, après un mois d'interruption, l'état a expulsé plusieurs migrant-es du campement près du centre hospitalier de Calais.

Le lendemain, jeudi 2 juillet, une dizaine de fourgons de police, accompagnés de représentants de la préfecture et d'entreprises de "nettoyage" et de démolition (Delbende), sont revenus sur les lieux. Alors que deux pelleteuses détruisaient un des habitats, des personnes ont encerclé et grimpé sur l'une d'elles pour tenter de l'arrêter / la ralentir.

Malgré les tentatives de blocage, le conducteur de la pelleteuse a persisté, cherchant à faire tomber les personnes sur le toit, à les frapper avec le bras

mécanique et à rouler sur les personnes qui faisaient le sit-in. Alors qu'une couverture a été posée sur le pare-brise pour tenter de l'arrêter, il a continué à rouler sans aucune visibilité.

Rapidement, des dizaines de personnes, migrant-es et solidaires, se sont rassemblées autour de la pelleteuse. Plusieurs objets ont été jetés par la foule, et une pierre a brisé une vitre de la pelleteuse. Les deux pelleteuses sont alors parties du camp se protéger derrière de nombreux policiers.

Peu après, 9 personnes ont été arrêtées sur un rond-point près du camp. Une manifestation spontanée d'une cinquantaine de personnes s'est formée en solidarité, et la police a interpellé 2 manifestant-es.

Les 11 personnes ont passé la journée en garde-à-vue, accusées de dégradations, mais ont finalement été relâchées sans inculpation, en gardant toutes le silence et pour beaucoup en refusant les prises d'empreintes digitales et sans papiers d'identité sur elles. Il semblerait qu'aucune des personnes arrêtées n'était migrant-e.

À bas les centres de rétention, toutes les frontières, et des briques sur les pelleteuses !

Update : vendredi 3 juillet, la police et les pelleteuses ne sont pas revenues expulser le camp.

Aux révolutionnaires qui ne peuvent s'empêcher de voter (et nous rabâchent qu'on devrait faire de même)

Publié le 2026-07-08 14:59:23

"Cela fait des années que ces histoires de vote me trottent dans la tête, que j'y pense et arrête d'y penser et y repense. Au gré des élections, de mes lectures, de mes discussions. Parce que je traîne quotidiennement avec des anarchistes, et chez les anarchistes, le vote c'est no way."

Introduction

No way

« Dimanche je vais voter parce que je ne veux surtout pas que Fagaut passe. » C'est, je crois, la phrase que j'ai le plus entendue en mars. Non, ce sont celles-ci en fait : « Dimanche, n'oubliez pas d'aller voter ! » et « Dimanche, allez voter ! ». Un impératif. Une pression. Qu'on se met à soi. Qu'on met aussi à sa famille, à ses ami-es, à ses connaissances, aux gens qu'on croise et qu'on pense de « notre bord », aux inconnu-es sur les réseaux sociaux... Y'a de la tension. Palpable. Partout dans les lieux que je fréquente à Besac, dans ma famille, dans toutes les discussions. Les gens stressent. Qui va passer ? Est-ce que les gens de gauche vont suffisamment aller voter ? Pour faire barrage, pour éviter le pire, par solidarité. Y'a de la tension aussi quand je réponds : « Non, j'irai pas voter dimanche. » La personne me regarde médusée. Ou alors répond du tac-au-tac : « Mais si tout le monde fait comme toi ?! »

Cela fait des années que ces histoires de vote me trottent dans la tête, que j'y pense et arrête d'y penser et y repense. Au gré des élections, de mes lectures, de mes discussions. Parce que je traîne quotidiennement avec des anarchistes, et chez les anarchistes, le vote c'est no way.

Cela fait des années que j'essaie de comprendre le raisonnement, capter les subtilités, disséquer les arguments, voir si je suis d'accord, si je veux les intégrer moi aussi. Si j'en suis capable viscéralement. Parce que je crois qu'il faut y croire viscéralement, au non-vote, pour tenir la pression à chaque élection. On discute, on comprend, on prend la résolution de ne plus voter parce que... (cf. partie I).

Et puis une élection se profile, les portraits des candidat-es (surtout de droite) fleurissent dans nos rues et nos boîtes aux lettres, les injonctions au vote pleuvent de manière plus ou moins frontale dans les conversations de groupe sur discord, whatsapp, signal, telegram, facebook etc., les sondages nous affolent, les assos comparent les programmes en fonction de ceux qui les desservent le moins puis envoient les résultats à leurs adhérent-es, les médias

(même « militants ») commentent très sérieusement jour après jour toute cette mascarade, les repas de famille sont secoués par des discussions politiques de plus en plus animées, nos influenceuses préférées nous enjoignent quotidiennement sur leurs réseaux sociaux d'aller voter le jour J, les conversations qu'on surprend chez nos voisin-es de café ou de soirée ne tournent qu'autour de « dimanche », nos boîtes mails débordent d'analyses, de prédictions, de scénarios catastrophes, la culpabilisation est de moins en moins subtile à mesure que le fameux dimanche approche (si tu votes pas, t'étonnes pas si Fagaut passe ! c'est pas toi qui subiras sa politique de merde de plein fouet ! pense à toutes les personnes qui se sont battues pour que tu puisses voter aujourd'hui !), les conseils sont distribués à tout va (comment s'inscrire sur les listes ? comment faire une procuration ? une pièce d'identité suffit pour voter !), les « blagues » aussi (va voter dimanche, sauf si t'es de droite), nos copaines ne peuvent s'empêcher de lancer en partant un joyeux « Et dimanche on vote ! »... Notre quotidien est saturé. Saturé. Et pour quoi ? Pour quelles raisons on nous matraque à tout-va de voter ?

Position

La cible de ce texte, c'est la propagande pour le vote qui se pratique dans les milieux d'extrême gauche, autonomes et anarchistes (?!). Propagande qui n'essaye pas de convaincre que la gauche c'est mieux que la droite, mais qui a plutôt pour but de pousser à voter tout court, dans ces milieux où le système électoral est plutôt mal vu. Cela dit, les arguments soulevés ici devraient pouvoir parler à n'importe qui.

Je ne prétends pas que l'abstention a un impact politique en lui-même. De la même façon que l'augmentation de la misère ne produit pas automatiquement de la révolte, l'augmentation de l'abstention ne produit pas automatiquement l'échec du système représentatif. Les politicien-nes et les médias n'ont aucun problème à ignorer les chiffres de l'abstention pour garder intact le mensonge selon lequel le résultat du vote représente la volonté d'une majorité de la population.

La suite de ce texte part du constat simple selon lequel, quand on pense que voter à gauche pour faire barrage est important, deux choix s'offrent à nous en tant qu'individu-es :

- on peut voter, tout·e seul·e avec son bulletin ;
- on peut voter et faire de la propagande / militer pour le vote.

Concernant la première possibilité, j'argue que le vote seul ne sert à rien, c'est-à-dire qu'il n'est pas un acte politique et qu'il n'a aucun impact sur le réel (cf. partie II).

L'alternative c'est que, pour avoir un impact, il faudrait convaincre plein d'autres personnes de voter, ce qui apparaît clairement comme une impasse politique, un travail de reproduction de l'ordre existant et n'empêche pas la fascisation de la société (cf. parties III et IV).

I. Profitez du spectacle

Gauche

Dimanche approche, vous savez que la gauche c'est quand même mieux que la droite. Anne Vignot n'est pas parfaite à vos yeux, mais ça se voit qu'elle veut faire les choses bien, elle est juste coincée par une opposition. Oui elle fait parfois des choix nuls mais elle est écolo, elle a de bonnes intentions, c'est quand même quelqu'une de bien non ?

Il ne s'agit pas de parler de la personne, mais de la fonction. Être mairesse, c'est avoir du pouvoir sur les autres, c'est exercer sur eux du contrôle, c'est les réprimer, les orienter, les ignorer, c'est décider à leur place, et c'est, bien sûr, les priver de leur propre pouvoir, et donc de leur liberté. Anne Vignot, c'est une politique comme les autres. Avec les intérêts qui sont propres aux dirigeant-es et qu'elle doit défendre, comme tout·e politique. Remettre notre pouvoir entre ses mains, nous sentir « représenté-es » par elle, c'est un piège, une illusion. Elle est comme les autres. Lisez son bilan et son programme. Lisez-les bien.

Représentation

Peu importe qu'on parle des élections municipales (soit-disant « plus représentatives » que les autres), législatives ou présidentielles, le vote visant à élire nos « représentant-es » est une illusion.

On nous fait croire que le pouvoir est entre nos mains, qu'on a l'occasion (la chance !) d'élire une personne (une liste ? un parti ? un programme ?) et que, si on fait le « bon » choix, notre quotidien va s'améliorer, la société se portera mieux. C'est tout ce qu'on a à faire : simplement glisser un bout de papier dans une urne, puis tout va changer. Et si c'est pas le cas, si læ candidat-e ne fait pas ce qu'iel a promis, c'est parce qu'iel a menti à la base. Ou trahi. Ou que d'autres lui mettent des bâtons dans les roues. Vous y croyez encore, vous, à cette mise en scène ? Ce n'est pas que le système échoue de temps en temps. Ce n'est pas qu'il est parfois biaisé. Il marche très très bien. Notre système fait exactement ce pour quoi il a été créé : spoiler le pouvoir des individu-es et le placer entre les mains de quelques dirigeant-es.

Vous vous sentez représenté-es par les dirigeant-es, vous ? Représenté-es pour quoi ? Quand ? Dans quel(s) domaine(s) ? À quel(s) niveau(x) ? Au près de qui ? Fagaut a été élu par 21 781 personnes. Il y a 118 489 habitant-es à Besançon. Fagaut a été élu par 18,38 % des bisontin-es. Peut-on sérieusement parler de « représentant » ? J'entends d'ici ceux qui en profiteront pour taper sur les abstentionnistes plutôt que sur les dominant-es et le système qui permet de maintenir leur domination. Le vote sert à ça aussi : s'écharper entre nous et détourner l'attention des réel-les responsables, éviter qu'on se rebelle contre un système qui nous désapproprie.

Et puis vous aimez ça, vous, donner le champ libre à quelques personnes pour décider de tout ce qui vous concerne ou presque ? Ça ne vous dérange pas, vous, que d'autres décident pour vous ? On nous bassine avec le fait que læ maire-sse détermine l'accès aux transports ou à la culture, la végétalisation des menus de la cantine et à quelles assos sont versées quelles subventions, si on a le droit ou pas de mendier ou de se réunir dans la rue, le nombre de flics, de médiateurices sociaux-ales, de caméras et de commissariats... Ça vous révolte pas que læ maire-sse ait tout ce pouvoir ? Et vous aucun ? Le vote vise à

normaliser un système où l'on ne décide pas pour nous-mêmes et à renforcer l'illusion que les dirigeant-es sont plus légitimes que nous.

Démobilisation

« Le vote, c'est un acte collectif ! »

On nous fait croire qu'on prend une décision tous-tes ensemble, qu'on élit notre mair-esse/député-e/président-e tous-tes ensemble, qu'on est une masse qui fait ses choix... Des milliers/millions de personnes n'ont pas le droit de voter (à cause de critères d'âge, de papiers, de nationalité...). Des milliers/millions d'autres n'iront pas voter (pour mille raisons différentes). Des milliers/millions seront déçu-es du résultat (car le candidat-e élu-e à la majorité absolue ne sera pas celui choisi-e, ou sera celui choisi-e par défaut/dépit). Il n'y a rien de plus individuel que le vote : on est seul-e dans notre isolement, face à notre bulletin. On ne s'organise pas avec d'autres personnes, ni n'échange ni ne discute ni ne tient compte de chacun-e. On ne construit rien. On glisse un papier dans une urne et basta.

« Le vote, c'est un acte militant ! »

Voter prend quelques minutes. On se rend à notre bureau de vote (pour ceux qui le peuvent légalement, physiquement, psychologiquement, matériellement), on glisse notre bulletin dans l'enveloppe, puis dans l'urne, on signe, on rentre chez soi, on allume la télé et on regarde le résultat. Le militantisme, c'est s'organiser et agir collectivement pour changer nos conditions d'existence et/ou celles d'autres personnes (humaines ou non humaines). Militer c'est agir sur le réel. Je ne vois rien de militant dans le fait de placer un bulletin dans une urne à chaque élection puis retourner à son quotidien. Voter n'a en soi aucun effet sur le réel.

« T'as le choix entre faire quelque chose en votant, ou ne rien faire. »

Vu comme ça effectivement, je comprends pourquoi les gens votent et pressurisent les autres à faire de même. Si dans notre vie, le seul endroit où l'on peut agir pour changer des choses, le seul endroit où l'on a un peu de pouvoir, c'est dans un isolement, alors oui je comprends la sensation d'urgence

lors des élections. Je comprends l'angoisse, le stress, la tension et la pression. Au lieu de voter, peut-être peut-on regarder en nous nos rages, souffrances et aspirations ? Peut-être peut-on regarder autour de nous celles et ceux qui s'organisent déjà ou veulent s'organiser ? Peut-être peut-on agir concrètement ? Et enfin « faire quelque chose », vraiment ?

« Mais tu perds quoi à aller voter ? »

Si tu votes tout·e seul·e dans ton coin, tu ne perds rien, mais tu ne gagnes rien non plus. Enfin, « tu ne perds rien »... subir pendant des semaines le matraquage incessant, la culpabilisation, la charge mentale de devoir faire le « bon » choix (voter oui, mais pour qui ?), se coltiner la lecture des programmes, etc. ce n'est pas rien. Et puis s'engager dans un processus comme celui-là, c'est aussi s'engager émotionnellement : en vouloir à ceux qui ne votent pas, stresser avant les résultats, être déçu·e et abattu·e quand son camp n'a pas « gagné »...

II. Une voix ne change rien

Inutilité d'une voix

Parmi les milliers de votant·es, que vaut ma voix ? Que vaut une voix ? Si j'avais voté ce fameux dimanche, qu'est-ce que ça aurait changé ? Rien. Les cas où une voix fait basculer l'issue d'un vote sont extrêmement rares. Ma voix, seule, n'a aucun impact, aucune incidence, aucune valeur.

Le fonctionnement du vote se joue sur le nombre, la masse. Mais chaque partie du tout ne vaut rien en soi. On nous martèle que « Chaque voix compte »... Non, c'est l'inverse, aucune voix ne compte en soi, c'est la somme qui compte. Donc que je vote ou pas ne change rien au résultat.

Pensée magique

« Si tout le monde fait comme toi, personne n'ira voter ! »

Si vous avez bien lu la première partie, vous savez que je ne suis pas contre cette idée ! Le problème, c'est que le fait que je n'aille pas voter n'a aucune incidence sur le choix des autres. Il s'agit de statistiques, de probabilités plus

précisément. Disons que A est l'événement « Je vais voter dimanche » et B l'événement « Une bisontine inconnue va voter dimanche ». Ces deux événements sont indépendants, c'est-à-dire que la réalisation de A ne dépend pas de B, et la réalisation de B ne dépend pas de A.

Que je vote ou pas n'aura aucune incidence sur le fait que cette bisontine inconnue vote ou pas. C'est de la pensée magique : penser que si je fais quelque chose, alors les autres vont agir de façon identique. Croire que si moi je vote, alors les autres vont voter, ou que si moi je ne vote pas, alors les autres ne vont pas voter. Cette croyance n'est qu'une croyance et n'a aucun fondement dans la réalité : mon vote en tant que tel n'a aucun rapport avec le vote des autres. Autrement dit, mon acte le jour J ne va pas télépathiquement influencer toutes les autres personnes qui oscillent aussi entre voter ou ne pas voter.

Ainsi, une part de la population indécise va voter, et une autre part non. Voter revient à se ranger soi-même dans la catégorie « votant·es », mais ne va en aucun cas changer significativement la répartition des pourcentages votant·es/pas-votant·es. Ces derniers, tout comme les pourcentages des votes gauche/droite, sont déjà déterminés en amont de l'élection : par les individu·es qui parlent de leur choix et tentent de convaincre les autres de faire de même (cf. partie III) et par la progression des idéologies, technologies et politiques de droite et d'extrême droite en dehors des urnes (cf. partie IV).

III. Les gauchos s'épuisent à chaque élection

« Ok une voix vaut pas grand-chose, mais si en masse on allait voter ? C'est pour ça qu'on en parle autour de nous, qu'on se mobilise et qu'on incite les gens à aller voter ! Tout ça c'est pour influencer les autres, faire que les événements A et B soient dépendants, justement, que le fait que je dise que je vais voter inspire des personnes autour de moi ! »

Alors vous êtes d'accord de vous mobiliser, de mettre vos temps et énergie au service de l'élection d'un·e candidat·e ou d'une liste ?

Alors vous êtes d'accord de mettre de la pression sur vos proches, d'utiliser des procédés de culpabilisation, de chantage, de blâme, de contrôle ? Des procédés autoritaires ?

Mettons que oui, vous êtes d'accord : qu'est-ce qu'il y a à perdre à tenter de convaincre les autres de voter ?

→ de l'énergie, du temps, de l'argent : la répétition épuisante des mêmes arguments, la création et l'impression de milliers d'affiches et de tracts qui n'auront plus de sens après l'élection, le démarchage dans la rue et aux portes des apparts, la frénésie des articles dans les journaux et des posts sur les réseaux sociaux... Tout cela engendre une dépense colossale d'énergie, de temps et d'argent qui, vue depuis nos milieux où on manque cruellement de tout ça, donne l'impression d'un immense gâchis.

→ du sens : il n'y a aucun processus politique créatif dans l'appel à « faire barrage ». Rabâcher une injonction, sans même savoir si au bout du compte notre action va changer quoi que ce soit, c'est abrutissant. C'est un militantisme qui n'aide matériellement personne, ne crée aucune structure pérenne de lutte, ne fait émerger aucune idée politique nouvelle. Et que l'on « gagne » ou pas, rien ne va changer pour le mieux, créant un très fort sentiment d'impuissance chez toutes les personnes qui ont passé des mois à militer pour le vote, ainsi que chez celles qui ont cédé à l'injonction de voter.

→ de la cohérence politique et de la radicalité : comment militer sérieusement contre le système représentatif alors qu'on passe quelques semaines par an à pousser tout le monde à y participer ? On finit par ne plus arriver à émettre une vraie critique contre la « démocratie » quand on y collabore et qu'on la défend quand c'est « l'urgence » électorale. C'est aussi plus difficile de se positionner clairement contre la gauche réformiste et électoraliste quand on est forcé-es de trouver régulièrement des raisons de voter pour elle. Tout ça participe d'un lent abandon des positions les plus radicales et d'une sociale-démocratisation de nos milieux politiques.

→ le choix et le timing de nos combats : laisser le système oppressif étatique nous dicter quand et comment nous devons militer, c'est abandonner la possibilité de choisir nous-mêmes nos batailles, nos champs de lutte, nos moments (coordination internationale par exemple) et même notre vocabulaire (gauche/droite). Ça étouffe d'autres luttes en cours (au point de recouvrir les affiches d'autres collectifs militants au nom de l'urgence de l'élection), et les

mouvements sociaux d'ampleur sont systématiquement stoppés net pendant une élection.

→ des alié·es : les sentiments mobilisés par les propagandistes de gauche pour pousser au vote sont la peur et la culpabilité. On doit avoir peur de l'extrême droite, et culpabiliser quand on ne vote pas. S'octroyer ainsi le droit d'instiller de la culpabilité et de la peur démobilise les personnes présentes dans nos luttes et empêche de nombreuses autres d'y rentrer. Sous prétexte de l'urgence de la situation, juger les choix de nos proches et camarades individualise la lutte et centre le débat sur des comportements singuliers pourtant sans conséquence. Le tout sans offrir d'horizon d'émancipation collective. C'est d'espoir et de colère dont nous avons besoin, des sentiments que l'électoratisme ne peut nous offrir.

IV. La fascisation de la société n'attend pas les élections

« Il faut voter pour toutes les personnes qui ne peuvent pas et qui subissent les politiques racistes et oppressives des institutions ! »

Le système électoral a toujours été un système basé sur l'exclusion. Les esclaves, les femmes et les étranger·es ne pouvaient pas voter à Athènes. Actuellement en France, les étranger·es ne peuvent toujours pas, les enfant·es n'ont jamais pu, les animaux non plus.

Depuis quand participer à un système excluant a eu un autre effet que de le renforcer ? Voter pour ceux qui ne peuvent pas, c'est légitimer et consolider le système qui les exclut de la vie politique, pas aider à sa destruction.

« Mais Fagaut, c'est pire que Vignot ! »

Oui, c'est pire quand la droite/l'extrême droite passe. C'est l'argument qui m'a tenue si longtemps obligée de voter. L'argument qui joue sur la corde sensible de la culpabilité et de la solidarité. Voter pour protéger ceux qui subiront de plein fouet les politiques suprémacistes. Voter à gauche pour éviter la droite.

... Mais ce n'est pas en élisant des maires·ses de gauche qu'on protège ces personnes : élire des maires·ses de gauche n'a pas arrêté la prolifération des caméras, n'a pas réduit les effectifs de police municipale, n'a pas augmenté les places d'hébergement des migrant·es et des sans-abris, n'a pas stoppé la

bétonisation. On entend partout que Besançon vient de passer à droite après 70 ans à gauche. Fousset et le PS, c'est la gauche qu'on défend maintenant ? Si on réduit nos exigences politiques à mesure que la société se droitise, on risque de finir bien bas...

« Ok mais élire Vignot éviterait tout de même une politique d'(extrême) droite ! »

L'extrême droite ne progresse pas grâce au vote : le vote est une mesure du progrès de l'extrême droite. Même si cette dernière aimerait bien tenir les rênes du pouvoir, elle et ses idées ont déjà envahi l'entièreté des institutions et des pratiques gouvernementales. On nous fait croire que les élections c'est le moment ou jamais pour empêcher l'extrême droite de gagner du terrain. Mais ça se joue bien avant les élections. Et ça se joue partout en dehors des urnes.

Le monde se fascise, qu'on vote « bien » ou non. Il se fascise sur youtube et sur BFM, sur tik-tok et sur france info. Il se fascise par les multinationales capitalistes qui dictent nos façons de créer et de communiquer, par l'acceptation de la misère dans nos rues et des guerres et génocide au-delà de nos frontières, par l'uberisation du travail et la chasse aux chômeuses et aux « assisté-es ». Il se fascise par la vente d'armes aux dictatures et par la destruction du vivant par les industriels. Il paraît bien naïf de penser que les intérêts capitalistes, racistes et patriarcaux puissent se combattre par les urnes, alors que ce système est justement là pour asseoir leur domination.

La vague néo-libérale des années 80 menée en occident par Thatcher et Reagan n'a pas été endiguée par la victoire de la gauche en France, Mitterrand ayant appliqué comme un bon élève le « tournant de la rigueur » demandé par le capital.

L'élection du socialiste Hollande a été synonyme d'une destruction jamais vue auparavant des droits des travailleuses, d'une brutalisation du maintien de l'ordre et du déroulement d'un tapis rouge pour Macron et son extrême centre fascisant.

Même la gauche LFI-iste ou écologiste, pour laquelle les militant-es radicaux-ales aiment faire de la propagande quand vient l'heure des élections, se droitise aussi sûrement que l'influence des milliardaires d'extrême droite se renforce. Qu'a fait Anne Vignot pour lutter contre le racisme, le patriarcat, le

système de classes, le fascisme, l'adultisme, le validisme, le dérèglement climatique...? Est-ce que, matériellement, Anne Vignot a réellement fait quelque chose pour nous ? Pour les gens des Vaïtes, de Planoise, de Battant, des Chaprais, de Palente, de Clairs Soleils...? Pour les animaux, la planète, les pauvres, les sans-papier-es, les minorités de genre, les femmes, les enfant-es, les gens à la rue, les migrant-es, les parent-es solos, les personnes handicapées, vieilles, grosses, isolées, addictes...? Est-ce qu'Anne Vignot a le pouvoir de mettre tout ce beau monde à l'abri du froid, de la faim, de la peur, de l'isolement, de la précarité ? Est-ce qu'elle a le pouvoir de permettre à tout ce beau monde de vivre de manière confortable, épanouie, libre et joyeuse ? Face aux pouvoirs du capital, la gauche n'a d'autre choix que de faire une politique de droite.

« D'accord élire Vignot n'éviterait pas totalement une politique de droite, mais ça ralentirait la progression de l'extrême droite ! »

Stopper dans les urnes la droite ou l'extrême droite ne renverse pas la vapeur, ne nous met pas miraculeusement sur le chemin de l'émancipation. Ça la ralentit ? Même pas sûr : les lois racistes et ultra-sécuritaires passent déjà sans soucis et les droits des travailleuses sont déconstruits bloc par bloc au nom du réalisme économique... Et ce grâce aux politiciens élus pour « faire barrage à l'extrême droite ».

Cela fait 30 ans qu'on nous bassine qu'il faut faire barrage à l'extrême droite. Cela fait 30 ans que le barrage électoral fonctionne... et que nous sombrons de plus en plus rapidement vers le fascisme. Y'a pas un truc qui cloche ? Le combat électoral n'est pas un combat antifasciste.

Pour les fascistes et les néo-libéraux-ales fanatisé-es qui leur servent de marche-pied, la conquête des urnes n'est qu'une modalité parmi d'autres. Et si leur pouvoir vient à grandir assez pour qu'ils puissent se passer de la démocratie représentative, iels marcheront sur celle-ci avec la sérénité d'un magicien marchant sur des braises. Iels ne croient pas au mensonge de la démocratie : faisons de même.

Conclusion

« Le système est comme ça, on peut rien n'y faire, que veux-tu ?! »

Ce que je veux ? L'émancipation ! Je veux mettre à mal ce système « représentatif » de merde. Le détruire. Je veux qu'on se mette d'accord sur le fait qu'être « représenté-es » par des élu-es c'est un gros fail, qu'on n'est représenté-es par personne dans l'histoire, que la classe politique ne pense qu'à sa gueule et à ses propres intérêts qui sont aux antipodes des nôtres (sauf si t'es riche, genre millionnaire, mais je pense pas si tu lis ce texte), que du coup nos intérêts ne seront pas servis en donnant le pouvoir à d'autres plutôt qu'à nous-mêmes, et que la démocratie dans laquelle on nage (se noie) n'en est pas une (ou que la démocratie n'est pas ce qu'on croit). On peut s'organiser autrement. On peut prendre des décisions autrement. On peut discuter, fonctionner et même entrer en conflit et résoudre nos problèmes nous-mêmes. On n'a pas besoin d'eux.

Je préfère mettre mon temps et mon énergie à m'organiser quotidiennement et collectivement pour tenter d'améliorer mon quotidien et celui des personnes dans la merde autour de moi, plutôt qu'à essayer épisodiquement de convaincre de toutes mes forces dix personnes et demi à aller voter, voter moi-même et sortir de cette période épuisée, vidée, sans plus aucune motivation pour la suite. Et pour quel résultat ?

Quelques pistes parmi tant d'autres pour aller plus loin :

Livre :

Je m'appelle Révolution (Lucy Parsons), notamment les chapitres :

- La fumisterie du scrutin
- Américains, soulevez-vous !
- Pourquoi les anarchistes croient-ils que l'émancipation ne passe pas par les élections

Article :

[De la démocratie à la liberté – La différence entre gouvernement et autodétermination](#) (CrimethInc.)

Podcast :

[Épisode #245 Un pavé dans l'urne municipale](#) (Minuit Décousu, Radio Canut)

Article initialement publié dans le [Donzelibéré](#)

Problèmes de Signal

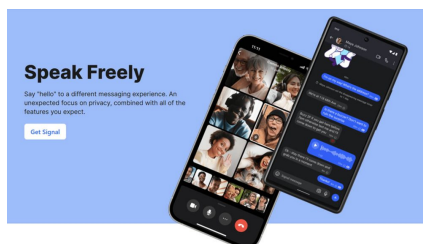
Publié le 2026-07-08 15:04:26

Problèmes de Signal

Juil 082026

Soumission anonyme à MTL Contre-info

Voici quelques problèmes peu connus liés à Signal que les anarchistes et autres personnes visées par la répression d'État devraient connaître. Ces problèmes sont connus des développeurs de Signal.



Des informations potentiellement sensibles sont enregistrées de manière permanente dans les bases de données des comptes.

Même si elles sont masquées, les informations suivantes sont enregistrées de manière définitive.

- Tous les numéros de téléphone visibles : la plupart des utilisateurs de Signal disposent encore des numéros de téléphone de tous les autres participants aux discussions datant d'avant mars 2024, date à laquelle ils ont pu pour la première fois régler la visibilité de leur numéro de téléphone sur « personne ».

- Métadonnées du groupe : quitter ou supprimer un groupe Signal entraîne principalement la suppression des messages. Les membres du groupe, le nom du groupe, sa description, l'horodatage de l'adhésion, l'horodatage du dernier message, l'identifiant du groupe, les clés du groupe, les étiquettes des membres, les administrateurs, les membres supprimés, le mot de passe du lien vers le groupe, les brouillons de messages, le nombre de messages, le nombre de messages envoyés, la durée de validité des messages éphémères, etc., sont conservés de manière définitive.

Example

```
"id": "REDACTED",
"groupId": "REDACTED",
"type": "group",
"version": 2,
"expireTimerVersion": 1,
"unreadCount": 0,
"verified": 0,
"messageCount": 3,
"sentMessageCount": 2,
"name": "REDACTED",
"revision": 8,
"publicParams": "REDACTED",
"secretParams": "REDACTED",
"accessControl": {
  "members": 2,
  "attributes": 2,
  "addFromInviteLink": 4,
  "memberLabel": 2
},
"membersV2": [
  {
    "role": 2,
    "joinedAtVersion": 0,
    "aci": "REDACTED",
```

```

        "labelString": "REDACTED"
    },
    {
        "role": 1,
        "joinedAtVersion": 1,
        "aci": "REDACTED",
        "labelString": "REDACTED"
    }
],
"pendingMembersV2": [],
"active_at": null,
"avatars": [
    {REDACTED}
],
"groupVersion": 2,
"groupVerifiedNameHash": "REDACTED",
"masterKey": "REDACTED",
"profileSharing": true,
"timestamp": null,
"needsStorageServiceSync": false,
"sealedSender": 0,
"color": "A110",
"senderKeyInfo": {
    "createdAtDate": REDACTED,
    "distributionId": "REDACTED",
    "memberDevices": []
},
"lastMessage": "",
"lastMessageReceivedAt": REDACTED,
"lastMessageReceivedAtMs": REDACTED,
"lastMessageDeletedForEveryone": false,
"expireTimer": 86400,
"left": true,
"pendingAdminApprovalV2": [],
"bannedMembersV2": [

```

```

    {
      "serviceId": "REDACTED",
      "timestamp": REDACTED
    }
  ],
  "markedUnread": false,
  "unreadMentionsCount": 0,
  "draft": "REDACTED",
  "draftBodyRanges": [],
  "draftChanged": true,
  "draftIsViewOnce": false,
  "storageVersion": 27,
  "storageID": "REDACTED",
  "description": "REDACTED",
  "announcementsOnly": false,
  "terminated": false,
  "draftTimestamp": null,
  "draftAttachments": [],
  "messagesDeleted": true

```

- Métadonnées du contact : la suppression d'une conversation conserve le nom du contact, son ACI (identifiant de compte), son numéro de téléphone, sa section « À propos », son pseudonyme, l'horodatage du dernier message, la note associée au contact, le brouillon de message, le nombre de messages, le nombre de messages envoyés, l'heure d'expiration du message éphémère, les clés de profil, l'horodatage d'expiration des informations d'identification associées aux clés de profil, et bien plus encore. La suppression d'un contact ne fait que le masquer.

Example

```

"id": "REDACTED",
"serviceId": "REDACTED",
"type": "private",
"version": 2,

```

```
"expireTimerVersion": 1,  
"unreadCount": 0,  
"verified": 0,  
"messageCount": 4,  
"sentMessageCount": 2,  
"sealedSender": 1,  
"color": "A110",  
"profileKeyCredential": "REDACTED",  
"profileKeyCredentialExpiration": REDACTED,  
"accessKey": "REDACTED",  
"profileKey": "REDACTED",  
"profileName": "REDACTED",  
"note": "",  
"messageRequestResponseType": 2,  
"profileSharing": false,  
"storageUnknownFields": "",  
"hideStory": false,  
"isArchived": false,  
"markedUnread": false,  
"storageID": "REDACTED",  
"storageVersion": 33,  
"needsStorageServiceSync": true,  
"muteExpiresAt": 0,  
"colorFromPrimary": 2,  
"about": "REDACTED",  
"aboutEmoji": "",  
"sharingPhoneNumber": false,  
"capabilities": {  
  "profiles_v2": false,  
  "attachmentBackfill": true,  
  "spqr": true,  
  "usernameChangeSyncMessage": false  
},  
"lastProfile": {  
  "profileKey": "REDACTED",
```

```
"profileKeyVersion": "REDACTED"
},
"unreadMentionsCount": 0,
"lastMessage": "",
"lastMessageReceivedAt": REDACTED,
"lastMessageReceivedAtMs": REDACTED,
"timestamp": null,
"lastMessageDeletedForEveryone": false,
"expireTimer": 86400,
"active_at": null,
"draft": "REDACTED",
"draftBodyRanges": [],
"draftChanged": false,
"draftIsViewOnce": false,
"draftTimestamp": null,
"draftAttachments": [],
"messagesDeleted": true
```

La seule façon fiable de supprimer ces informations consiste à effacer toutes les données de l'application Signal, puis à se réinscrire sans saisir le code NIP ni restaurer les données. Cette opération supprime également tous les contacts et tous les messages.

Une réinscription avec le code NIP permet de récupérer toutes les métadonnées des contacts. En ce qui concerne les groupes existants et supprimés, il semble que seuls les identifiants de groupe, les clés, les couleurs des icônes et quelques autres éléments soient restaurés, mais il s'agit tout de même d'informations potentiellement sensibles.

L'enregistrement réussi du numéro de téléphone d'un compte Signal existant entraîne la prise de contrôle ou la désactivation de ce compte.

Signal utilise l'authentification par SMS. Si le verrouillage d'enregistrement est désactivé sur le compte Signal d'un utilisateur, un attaquant capable d'observer

ou d'intercepter ses SMS peut recevoir un code de vérification Signal et prendre immédiatement le contrôle de son compte. Si le verrouillage d'enregistrement est activé, il peut immédiatement désenregistrer l'appareil de l'utilisateur, ce qui empêche ce dernier d'utiliser son compte. L'attaquant peut alors prendre le contrôle du compte au bout de 7 jours si l'utilisateur ne parvient pas à se réenregistrer.

Une fois que l'attaquant a pris le contrôle du compte, il reçoit tous les messages destinés à sa cible, y compris les messages de groupe, et peut envoyer des messages depuis ce compte. Les contacts constatent que les numéros de sécurité ont changé, mais la plupart des gens ignorent ces messages. Après tout, cela peut simplement signifier que la personne a réinstallé Signal. Le nom du compte change, à moins que l'attaquant ne connaisse l'ancien nom ou ne devine le code NIP, mais les changements de nom sont très courants.

De plus, la suppression d'un compte Signal n'entraîne pas sa suppression immédiate des serveurs de Signal : celui-ci y reste pendant 30 jours. Si quelqu'un enregistre ce numéro pendant cette période, il pourra accéder immédiatement au compte. La suppression d'un compte entraîne la sortie de tous les groupes, mais il est toujours possible d'envoyer et de recevoir des messages en tant qu'utilisateur d'origine.

Ces choix techniques compromettent la sécurité et la fiabilité des comptes Signal. N'importe qui peut insérer la carte SIM d'une personne dans un autre téléphone. Les services de renseignement interceptent la plupart, voire la totalité, des SMS. Les simulateurs de stations de base, les attaques SS7 et les *SIM swap* peuvent également être utilisés pour intercepter des SMS.

Les ACI sont associés à des numéros de téléphone sur les serveurs Signal, et il est difficile de les modifier.

Les ACI sont des numéros uniques de 128 bits qui permettent d'identifier les comptes Signal auprès d'autres comptes et des serveurs Signal. Les comptes

enregistrent les ACI de tous les comptes connus. Les ACI n'apparaissent pas dans l'application Signal et ne sont pas mentionnés sur le site web de Signal, mais ils peuvent être collectés et suivis au fil du temps et entre différents groupes. Il est également possible d'envoyer des messages à des ACI sans fournir aucune autre information.

Les serveurs de Signal enregistrent les ACI avec les numéros de téléphone associés aux comptes, ce qui leur permet de communiquer ces numéros aux autorités. Selon [un article de Micah Lee](#), « si Signal reçoit une demande d'informations de la part d'une autorité concernant un compte sur la base d'un nom d'utilisateur actif, Signal sera en mesure de fournir le numéro de téléphone de ce compte, ainsi que sa date de création et la date de sa dernière connexion ». La recherche d'un nom d'utilisateur actif permet simplement d'obtenir l'ACI du compte ; on peut donc supposer que cela est possible. C'est peut-être déjà le cas.

Pour obtenir un nouvel ACI, les utilisateurs doivent supprimer leur compte Signal pendant 30 jours ou utiliser un nouveau numéro de téléphone.

Autres problèmes

Signal est centralisé et fonctionne sur les serveurs d'Amazon, de Microsoft et de Google. Ces entreprises partagent d'énormes quantités de données avec les services de renseignement. Elles transmettent probablement les métadonnées de Signal au gouvernement américain, même si Signal ne le fait sans doute pas. De plus, comme Signal est centralisé, il est plus facile à censurer. De nombreux gouvernements bloquent déjà Signal, et le gouvernement américain pourrait le fermer complètement.

Les notifications sur iOS, Android, macOS et Windows permettent à Apple, Google et Microsoft de connaître l'heure de réception des messages. Ce n'est pas le cas sous Linux et [GrapheneOS](#).

L'heure de réception des [messages « silencieux »](#) peut être utilisée pour obtenir des informations sur les habitudes et les appareils des utilisateurs. Il est difficile d'empêcher totalement ce phénomène, mais les développeurs de

Signal n'ont pas prévu de mesures pour y remédier. Toutefois, l'utilisation de Signal via [Tor](#) ou un VPN réduit probablement la précision de cette attaque.

Alternatives

Ces applications ne disposent pas de toutes les fonctionnalités de Signal et n'ont pas fait l'objet d'autant de tests. Tout comme Signal, elles ne conviennent pas à tous les modèles de menace.

[Cwtch](#) est une application de messagerie chiffrée Peer-to-Peer qui utilise Tor pour contourner la surveillance et la censure. Elle ne nécessite pas de numéro de téléphone, offre une meilleure protection contre les métadonnées que Signal, dispose d'un chiffrement de la base de données, permet d'utiliser plusieurs comptes et fonctionne avec ou sans serveurs. Elle n'a pas fait l'objet d'un audit de sécurité indépendant. L'équipe de développement est réduite et aurait besoin de soutien.

[Briar](#) est similaire à Cwtch, mais il offre également des fonctionnalités de base telles qu'un blog, un forum et un lecteur RSS. Il a fait l'objet d'audits de sécurité, mais ne fonctionne pas actuellement sur Tails ni sur des systèmes similaires. Pour pouvoir discuter, les deux comptes doivent échanger des liens ou des codes QR.

[Delta Chat](#) est décentralisé et ne nécessite pas de numéro de téléphone. Il offre une protection des métadonnées moins efficace que Signal, mais la création de nouveaux comptes est facile. Il ne dispose pas de confidentialité persistante ; il est donc possible de déchiffrer plusieurs messages antérieurs à l'aide d'une clé divulguée. Les développeurs prévoient d'ajouter la confidentialité persistante et la cryptographie post-quantique fin 2026. L'application peut être utilisée avec Tor, mais les fonctionnalités UDP telles que les appels et la synchronisation multi-clients ne peuvent actuellement pas utiliser Tor. Signal et la plupart des autres applications sont confrontées au même problème.

D'autres solutions similaires ne sont pas recommandées pour le moment, à l'exception du courriel PGP si cela s'avère nécessaire. De nombreuses autres options sont actuellement trop expérimentales, ne garantissent pas

suffisamment la protection des métadonnées ou ne sont pas suffisamment fiables.

Suggestions concernant Signal

Pour ceux qui continuent à utiliser Signal, ces suggestions doivent être évaluées en fonction de chaque modèle de menace. Si l'anonymat et la fiabilité sont indispensables, Signal n'est pas la meilleure option.

- N'utilisez pas Signal pour organiser des manifestations ou protester.
- Achetez un numéro de téléphone virtuel ou un forfait mobile secondaire destiné à être utilisé une seule fois pour l'inscription sur Signal. Continuez à payer ce forfait ou changez de numéro pour éviter de perdre votre compte. Ce n'est pas facile à faire de manière anonyme, mais c'est possible.
- Utilisez [GrapheneOS](#) sur un appareil compatible. GrapheneOS résiste mieux aux outils d'extraction de données tels que Cellebrite que les autres systèmes d'exploitation mobiles.
- Cryptez vos appareils à l'aide de mots de passe aléatoires longs et éteignez-les lorsqu'ils ne sont pas utilisés.
- Utilisez [Molly](#) avec le chiffrement de la base de données.
- Utilisez [Tails](#), [Orbot](#) sur GrapheneOS ou un VPN fiable. Notez que les VPN ne garantissent pas l'anonymat et que l'utilisation de Signal avec Tor peut entraîner la divulgation d'adresses IP.
- [Vérifiez les numéros de sécurité](#) et les identités, et considérez tout changement de numéro de sécurité comme une possible compromission du compte.
- Évitez les groupes Signal composés de personnes que vous ne connaissez pas.
- Modifiez les paramètres de Signal pour choisir [de meilleures options](#).
- Ne connectez pas d'autres appareils.
- Créez des discussions sur Cwtch, Briar ou Delta Chat comme option de secours.

Pour en savoir plus

[The P.E.T. Guide: New Communication Infrastructure for Anarchists](#)

Operazione del 16 giugno: tutti liberi i compagni colpiti dall'inchiesta!

Publié le 2026-07-10 06:14:20

- [Carcere](#)
- [Stato di emergenza](#)

Operazione del 16 giugno: tutti liberi i compagni colpiti dall'inchiesta!

Apprendiamo con gioia che Micol,^{anarchik-gall-1709527441} Nico, Bibi, Arnau, Stefano, Luna e Giulia, ovvero i compagni arrestati per 270-bis durante la retata anti-anarchica del 16 giugno, sono stati scarcerati dal Tribunale del Riesame, che ha ritenuto inconsistente il reato associativo.

Si attendono notizie su Toni e Pietro, la cui posizione è diversa, poiché non erano destinatari di misure cautelari ma sono stati arrestati con l'accusa di "terrorismo della parola" (270 quinquies comma terzo) a seguito del sequestro di alcuni opuscoli trovati loro durante la perquisizione domiciliare.

Intanto festeggiamo il ritorno dei sette compagni e compagne nelle strade!

Seguiranno aggiornamenti.

Navigazione articolo

[Precedente: Giù le mani dalla lotta dei disoccupati e delle disoccupate organizzati di Napoli!](#)

Deux articles a propos des arrestations du 16 juin en Italie

Publié le 2026-07-10 06:19:14

Quelques réflexions et un appel à mobilisation, en solidarité avec les compagnxs arrêtxs et poursuivixs

Dix jours se sont écoulés depuis que, dans diverses parties de la botte italienne, des compagnxs ont été réveillés à l'aube par les coups de belier des flics à leurs portes et aux barricades ; dix jours depuis qu'ils ont muré le Bencivenga avec du ciment ; dix jours avec peu de sommeil, beaucoup d'injures, de pensées et de réflexions.

Nous avons besoin de transformer l'univers des émotions et des sensations que nous avons en nous grâce aux mots ; nous avons besoin de nous retrouver dans la chaleur de la solidarité et dans celle d'un agir concret qui brise le dispositif le plus atroce de la répression : l'isolement.

Nous voulons également impulser des réflexions et des analyses qui soient à la hauteur des temps vraiment complexes et graves que nous vivons pour essayer d'en faire, au contraire, un moment propice. Même avec la hâte de l'énième coup de guillotine porté à nos relations de complicité, nous ressentons la priorité de faire sortir quelques concepts que, à chaud, nous considérons

comme cardinaux pour la lecture de cette énième enquête anti-anarchiste. Nous nous trouvons face à un scénario qui mélange anciens et nouveaux instruments répressifs dans un contexte marqué par de profonds changements sociaux mais, comme il existe de nombreuses analyses plus approfondies sur le présent que nous vivons aujourd'hui, nous voulons nous concentrer non pas tant sur le fait d'esquisser le contexte-monde dans lequel cette opération est imposée par la domination, mais plutôt sur ce que cette opération nous dit du monde.

Les ingrédients qui sont cités à plusieurs reprises, afin de persuader un Juge des Enquêtes Préliminaires (GIP) de signer l'incarcération de nos compagnxs, parlent du contexte de certaines luttes qui se sont développées, en Italie, ces dernières années.

Et c'est de ce contexte-là que nous partons. Nous faisons référence principalement à la lutte contre le 41bis qui, sous une certaine forme et selon celles et ceux qui écrivent, a pu trouver une certaine continuité dans les mobilisations pour la Palestine, qui se sont développées avec de fortes connotations anti-autoritaires (dans le premier cas délicieusement anarchistes) et qu'il nous semble important de revendiquer comme une pièce de notre conflit actuel.

Ce que les charognes de journalistes, de tribunaux ou de casernes ont relaté à notre place de ces jours et ces mois de colères a toujours été cité comme prétexte à la répression. Il nous semble important de s'attarder sur la portée qu'a eue et qu'aura ce que nous avons mis, et que nous mettrons, en place. Il n'y a peut-être pas eu le temps (ou l'envie) d'analyser en profondeur ce qui s'est joué dans ces rues et sur ces places, mais l'opération répressive du 16 juin commence à partir de là et il nous semble donc sensé de nous interroger sur le pourquoi.

Le pouvoir a besoin que lx anarchistes soient isoléxs, leurs propos déforméxs, jetéxs en pâture dans les journaux quand on lx arrête, pour ensuite retourner dans les oubliettes de l'histoire. Ainsi, en partie, l'État réussit à gérer l'existence d'une idée-pratique qui mènera à sa destruction et à l'extinction de sa raison d'être : la domination. Quand lx anarchistes, au contraire, ne sont plus des extraterrestres mais sont présentxs dans l'espace public et que leurs slogans

sont sur les lèvres de personnes « insoupçonnables » ou quand, dans les manifestations de masse, certains thèmes et pratiques de l'anarchisme se diffusent, voici que l'État décide de donner un signal plus fort que d'autres. La répression ne sert pas, en effet, seulement à tenter de briser des liens consolidés, à affaiblir les âmes et les corps, à diffuser la panique parmi l'ennemi-e-x-s de l'ordre, mais aussi à dissuader de potentiels complices de se joindre aux « mauvaisx maîtresx ». La profusion de plaintes, d'arrestations et de mesures préventives à l'encontre de ceux qui se définissent comme activistes est là pour témoigner que, certes, ce gouvernement est plus zélé que d'autres à réprimer jusqu'à la simple dissidence, mais cette fureur castratrice nous dit aussi que le léviathan doit frapper pour se maintenir en vie, s'acharnant toujours plus souvent et toujours plus violemment contre ses propres opposantx. C'est la logique même de la guerre : elle ne se poursuit que si tu as des ennemis toujours frais à combattre et à donner en pâture à la partie de la population subjuguée par les régurgitations patriotiques.

Heureusement, il existe encore – et il existera toujours – des minorités agissantes qui non seulement désertent l'enrôlement patriotique des consciences, mais cherchent aussi à le saboter. C'est dans ce sens que nous lisons l'expulsion d'un lieu historique du mouvement anarchiste, de la contre-culture, de l'opposition à la vie métropolitaine marchandisée : ils nous enlèvent ces espaces car c'est en les traversant ensemble (que ce soient des places, des squats, des fermes, des montagnes) que se créent des liens et de possibles conspirations. Ils nous enlèvent nos lieux aussi pour en finir avec notre histoire qui, tout comme la question palestinienne nous le dit, est viscéralement liée aux territoires que nous habitons et dans lesquels nous luttons. Dans tout contexte de guerre, la compression de l'espace public doit être maximale, imaginez donc supporter l'existence d'une île d'altérité aussi effrontée que l'a toujours été le Bencivenga.

Et si l'on parle de guerre, c'est parce que dans cet acte de répression tout est langage guerrier : l'épreuve de force des irruptions flicardes cagoules vissées au visage ; l'apposition, en guise d'affront fasciste, du drapeau tricolore sur la porte tout juste murée du Benci. Que sont-ils sinon une diapositive de la guerre qui, comme une tache de *Léonardo* [jeu de mot avec tache de léopard, expression utilisée pour dire que ça se diffuse, et leonardo, fabricant

d'arme italien *ndt], est déjà en cours contre cellxs qui choisissent la voie de la rébellion ou qui cheminent, par un mouvement centrifuge de l'histoire, dans le grand exode de l'exclusion des privilèges.

Et qu'a été la célébration des jeux de Milan-Cortina, contre lesquels l'action de sabotage des trains dont on parle dans l'enquête s'est abattue comme la foudre, sinon une gigantesque parade de guerre de plusieurs millions d'euros ? (qui trouve son apogée dans la présence ostentatoire des troupes ICE).

,Le fait que l'État, dans ses propres veines ou artères – les infrastructures de transports et de télécommunications – puisse être entravé, affaibli, saboté, ralenti, est intolérable pour une institution totalitaire qui s'identifie, au-delà des formalismes démocratiques-libéraux, essentiellement avec sa propre tension vers la guerre, tant externe qu'interne. Cette guerre non déclarée que nous appelons normalité. Les armes qui se déploient dans ce goutte-à-goutte contre la rébellion et l'altérité, dans l'état actuel de l'organisation sociale, ne sont plus représentées par le peloton d'exécution qui s'aligne devant lx condamnés, mais plutôt par un dédale de pièges sophistiqués et de traquenards qui prennent le nom de lois. Par cela, nous ne voulons pas dire que la loi soit un instrument répressif nouveau (elle est malheureusement aussi vieille que l'autorité) mais que nous assistons à une forme de pan-pénalisation et de pan-normativité, dans le contexte italien, qui nous enserme, et cette forme particulière de répression cause toute une série de conséquences spécifiques pour celles et ceux qui la subissent et y résistent.

De plus, l'arsenal de l'État italien s'est incroyablement enrichi de nouveaux instruments répressifs ces dernières années (sans jamais omettre d'huiler des structures bien rodées et indispensables comme, justement, le 41bis) et cela, notez-le bien, nous ne l'imputons pas à la nature fasciste des gouvernants actuels : plus que jamais aujourd'hui nous affirmons que la démocratie et le fascisme sont exactement les deux faces de la même médaille, interchangeables et qui peuvent coexister. Un article, parmi d'autres, que cette enquête jette sur la tête de nos compagnxs, et qui a justifié l'arrestation de deux d'entre elleux (arrestation qui n'aurait pas eu lieu il y a seulement un an) et qui nous semble nécessiter une prise en charge urgente de notre part est le 270 quinquies alinéa 3. Ce qu'on appelle le « terrorisme du discours ».

Si en effet cela fait des années, des décennies, que nous sommes confrontés à des accusations liées aux délits d'association (270bis), le fait de punir la simple détention de matériel papier ou virtuel qui puisse être considéré par ces messieurs comme terroriste, ouvre la porte à des scénarios d'arrestations (en flagrant délit !) extrêmement faciles pour les forces répressives. Le 270 quinquies alinéa 3, contrairement au deuxième (auto-entraînement) selon les dires des avocats, est extrêmement difficile à démontrer lors d'un procès car il n'est pas nécessaire pour le Procureur de prouver une quelconque intentionnalité de « passer à l'action » : le simple fait de posséder un écrit incriminé peut nous conduire en taule. Cette loi semble avoir été faite tout spécialement pour un mouvement, comme le mouvement anarchiste, où les écrits ont toujours eu un écho important, tant dans l'évolution individuelle que dans la propagande.

Voici les réflexions que nous avons jugé bon, après des échanges qui restent tous à approfondir, de partager pour tracer un terrain commun minimum d'action et de discours sur lequel nous voulons appeler à la mobilisation pour la solidarité avec ceux et celles qui ont été arrêtés, perquisitionnés, enquêtés, emprisonnés chez eux/elles. Nous ressentons fortement en ce moment le besoin de faire en sorte que la répression ne soit jamais, au grand jamais, vécue comme une affaire privée (bien que l'on parle d'un contexte qui n'est pas anarchiste, le suicide de deux activistes pour la Palestine, à Turin, placés en assignation à domicile, nous donne le poulx sanglant de la situation) et nous voulons, en conclusion de ce texte, appeler à la mobilisation en solidarité avec les compagnxs frappés dans l'opération du 16 juin.

Précisément pour sortir de l'isolement, précisément pour ramener dans la dimension publique le fait qu'il y a un monde qui est en train de se défaire et dont nous pouvons accélérer la chute, en construisant entre-temps ce rêve si difficile et incontournable qu'est l'anarchie.

Dans les journées du 10 au 12 juillet, en vue de l'audience de réexamen, faisons donc entendre fort notre solidarité à nos compagnonxs otages de l'État : chacunx selon les modalités qu'il/elle jugera opportunes, comme nous le disons toujours, pour sortir du coin de la déprime et relancer

notre envie de renverser ce présent maudit. La liberté est possible et tangible, dans la lutte pour la libération.

Solidarité et complicité avec lx arrêtéxs, perquisitionnéxs, inculpéxs du 16 juin !

Nico, Micol, Pietro, Giu, Luna, Bibi, Toni, libresx tout de suite !

Liberté pour toutxs, feu aux tribunaux et aux prisons !

Quelquxs compagnxs solidaires

Adresses des compas incarcéré-esVoici, pour le moment, les adresses disponibles des compas : écrivons-leur, faisons en sorte qu'iels ne sentent ni seulxs ni isoléxs.

- **Andrea Toniolo (Toni)** : C.C. di Rossano – Contrada ciminata. 87064 – Corigliano Rossano (CS)
- **Francesco Benedetti (Bibi)** : C.C di Rossano – Contrada ciminata. 87064 – Corigliano Rossano (CS)
- **Micol Marino** : C.C. Rebibbia femminile – Via Bartolo Longo 92 00156 – Roma (RM)
- **Stefano Marri** : C.C. di Terni – Strada delle campore 32 05100 – Terni (TR)
- **Pietro Rosetti** : C.C di Terni – Strada delle Campore 32 05100 – Terni (TR)
- **Nico Aurigemma** : C.C. di Ferrara – Via arginone 327 44122 – Ferrara (FE)
- **Arnau Vallet Casadevall** : Regina Coeli via della Lungara 29 00165 Roma

Traduit de <https://brughiere.nublogs.org/post/2026/06/30/alcune-riflessioni-e-un-appello-alla-mobilitazione/>

En solidarité avec les compas anarchistes arrêté.e.s le 16 juin 2026

À l'aube du mardi 16 juin, l'énième opération répressive anti-anarchiste, dirigée cette fois-ci par le parquet et la Digos de Rome, a donné lieu à la perquisition de divers domiciles de compas et d'espaces occupés dans toute la péninsule, de Bologne à Rome, Turin, Naples et Forlì. Outre les perquisitions, cinq personnes ont été placées en détention provisoire, ainsi que deux autres en assignations à résidence avec bracelet électronique et interdiction de communiquer.

L'accusation portée est la désormais célèbre « association à des fins de terrorisme » (art. 270 bis). Pour deux des sept compas, s'ajoute également l'accusation de sabotage des lignes à Grande Vitesse sur le tronçon Rome-Florence, en référence aux faits du 14 février dernier. À cette occasion, la dévastation des territoires de Milan et Cortina, également appelée Jeux Olympiques d'hiver, a coïncidé avec une série de sabotages dans diverses parties de la péninsule, dont l'un d'eux fait l'objet de cette opération.

À deux autres compas, arrêté.es à la suite des perquisitions, est en outre reproché la possession de quelques brochures. L'accusation est celle de « détention de matériel à des fins de terrorisme » (art. 270 quinquies-ter), ce qu'on appelle le « terrorisme du discours », une nouvelle qualification pénale entrée en vigueur en 2025 avec le dernier décret sur la sécurité.

De plus, à la suite de cette opération, le Bencivenga, un espace squatté actif depuis vingt-cinq ans à Rome, a été expulsé.

Nous voulons exprimer avec amour et rage notre solidarité inconditionnelle à toutes les compas incarcéré.es, frappé.es par des mesures de sûreté, visé.es par l'enquête, perquisitionné.es, expulsé.es, en saisissant l'occasion pour partager quelques réflexions sur cette énième opération et le contexte dans lequel elle se déroule.

L'article 270 bis est désormais le dispositif principal avec lequel l'État, pour se défendre et défendre son ordre démocratique, frappe le monde anarchiste. Un ordre démocratique basé sur la division raciste, classiste et patriarcale de la société. Un ordre démocratique fondé sur des guerres et des génocides, perpétrés dans un ailleurs suffisamment lointain – comme celui de la Palestine – afin de ne pas perturber la fausse paix sociale.

La destruction et l'extermination naissent pourtant bel et bien ici, dans les territoires que nous habitons, produites à l'intérieur des usines d'armement et organisées à travers des politiques belliqueuses et de réarmement. Parallèlement, dans ces ailleurs lointains, des dispositifs répressifs, de contrôle et de surveillance sont expérimentés, pour ensuite être importés et appliqués dans notre cher Occident.

La violence du fameux ordre démocratique se manifeste par des pratiques et des mécanismes différents : les frontières que certain.es peuvent traverser librement sont des lignes de mort et de refoulement pour d'autres, les villes et les lieux que nous habitons abritent des prisons et des centres de rétention (CPR), des casernes, des commissariats, des bases militaires et des lieux d'exploitation et d'oppression.

L'ordre démocratique se nourrit de la dévastation du monde animal et végétal. Il produit et reproduit quotidiennement des relations humaines forgées par la violence structurelle du colonialisme, du racisme, du patriarcat et du classisme. Un ordre qui voudrait que chaque être vivant soit fondamentalement isolé et anesthésié.

Face à tout cela, qui ne voudrait pas subvertir l'État et son ordre démocratique ?

Il est clair que ce qui fait peur à l'État, c'est que celles et ceux qui luttent contre tout cela ne soient pas le miroir de lui-même, c'est-à-dire de prétendues associations, organisées, musclées et hiérarchiques, mais des individualités qui croient et vivent pour la liberté et l'anarchie.

L'introduction de l'art. 270 quinquies-ter est un énième élément qui s'ajoute aux dispositifs de répression. Un signe clair de notre époque, où la seule expression d'idéaux de liberté ou la découverte d'un texte dérangeant pour l'État suffisent à monter des opérations, à agiter l'épouvantail du terrorisme intérieur, à encager et à réprimer. Nous l'avons déjà vu avec la répression qui s'est abattue sur la résistance palestinienne et sur les manifestations de solidarité à son égard. Nous faisons référence en particulier à la condamnation du prisonnier Ahmed Salem pour cette même accusation de « terrorisme du discours », qui lui a été infligée sur la base de quelques vidéos provenant de Gaza trouvées dans son téléphone portable, mais qui, en fin de compte, était principalement fondée sur le fait qu'il était Palestinien. Tout comme cela s'est produit avant lui pour d'autres personnes jetées dans le chaudron de ce qu'on appelle le « terrorisme islamique ».

Tout cela nous montre à quel point la machine répressive peut monter d'un cran, elle qui voudrait nous convaincre que lutter a un coût trop élevé, en nous dissuadant de le faire ou en contrôlant tout simplement l'existence de celles et ceux qu'elle considère comme des ennemis de son ordre.

Mais les luttes sont incontrôlables. Il existe encore des cœurs courageux qui luttent pour la liberté, non seulement avec des mots, mais aussi par l'action directe. C'est ce qui s'est passé avec le sabotage de la ligne TGV en février de

cette année. Qui que ce soit qui l'ait fait, iel a accompli un geste nécessaire pour s'opposer à la guerre, il suffit de penser à l'accord inhérent à la logistique de guerre entre Leonardo et RFI, et à la dévastation qui trouvait à ce moment-là une expression concrète dans les Jeux Olympiques d'hiver.

Le lien entre la pensée et l'action, fondement de la tension anarchiste, est ce que l'État craint et ce qu'il veut frapper une fois de plus, en tentant d'isoler et de stigmatiser les pratiques « terroristes » de celles de la « dissidence légitime ». Ce modus operandi, fondement de l'action répressive, a atteint son paroxysme avec la mort de Sara et Sandro, survenue dans une ferme de Rome le 19 mars à la suite de la détonation de ce qui pouvait être un engin explosif. L'État, en effet, avec ses gratte-papier vendus, a tenté par tous les moyens de les isoler, de les stigmatiser et de délégitimer leur mémoire, précisément en raison des circonstances dans lesquelles leur mort s'est produite. Contrairement à ce que l'État aurait voulu, c'est non seulement tout le mouvement anarchiste, mais bien au-delà, qui a fait bloc autour des deux compas tombés.

Preuve qu'il existe des idées et des pratiques propres à un bagage de lutte et de justice qui a un horizon bien plus vaste que ce que ces messieurs le voudraient. Ce n'est donc pas un hasard si la demande de détention provisoire des 7 compas visés par l'enquête pour le 270 bis est parvenue au GIP (Juge des enquêtes préliminaires) un mois après la mort de Sara et Sandro.

Et ce n'est toujours pas un hasard si l'exécution des mesures de sûreté intervient au cours de la même période où le Tribunal d'Application des Peines de Rome a été appelé à se prononcer sur le renouvellement pour deux années supplémentaires de la détention sous le régime du 41 bis d'Alfredo Cospito. Nous savons bien comment chaque opération prépare le terrain pour la suivante, et sert à légitimer davantage les mesures appliquées aux compas déjà prisonniers de l'État.

Mais si leur carte d'aujourd'hui sera leur carte de demain, il est bon qu'ils sachent que notre solidarité, celle d'hier comme celle d'aujourd'hui, sera le moteur de notre solidarité de demain, et de toujours. Et la meilleure solidarité que nous puissions apporter, outre le fait de faire bloc autour de nos compas et de les soutenir, est de continuer les luttes.

COMPLICES ET SOLIDAIRES DE BIBI, ARNAU, NICO, STE, MICOL, PIETRO, TONY, GIULIA et LUNA. !

Liberté pour tous et toutes !

Des compas de Bologne et ses environs

Traduit de : <https://brughiere.nublogs.org/post/2026/07/02/bologna-parole-pratique/>

[France] Deux semaines depuis l'entrée en vigueur du Pacte Asile et migration – qu'en est-il?

Publié le 2026-07-10 15:19:13

Initialement publié sur [À bas les CRA](#) le 28/06/2026

Le Pacte Asile et migration est entré en vigueur dans les États membres de l'Union Européenne le 12 juin, deux ans après son adoption par l'Union européenne. Il contient toute une série de mesures racistes marquant un nouveau durcissement des politiques migratoires européennes.

Les États avaient deux ans pour préparer le cadre législatif et anticiper l'application du pacte. La France n'a pas réussi à mettre en place les mesures nécessaires et c'est dans la précipitation et le flou qu'il est entré en vigueur.

À défaut de pouvoir passer par la voie législative, le gouvernement a donc appliqué le pacte par voie réglementaire, en publiant des décrets quelques jours seulement avant la date butoir, tout en laissant un grand nombre des textes européens non transposés.

Alors, bien sûr, les premiers jours suivant l'application de pacte se sont révélés être un chaos sans nom : aux nouvelles mesures liberticides du pacte (procédure de « filtrage » pendant une semaine, puis enfermement jusqu'à 12 semaines pour l'examen de la demande d'asile) s'ajoutent les solutions bricolées, le manque d'information et de visibilité, toujours au détriment des personnes migrantes.

Ces premiers jours montrent à quoi il faut s'attendre pour la suite. De rares articles sont apparus dans la presse pour rendre compte des premiers jours de vie du pacte asile.

Le Monde a publié plusieurs articles qui dénoncent ce flou juridique et s'est notamment rendu dans la zone d'attente de l'aéroport de Roissy, en première ligne de ce pacte. La zone d'attente est le lieu où sont enfermées les personnes qui ne remplissent pas les conditions pour entrer sur le territoire français. Parmi elles, certaines demandent l'asile, et sont donc concernées par le pacte asile et les nouvelles procédures qu'il impose.

Associations, Office français de la protection des étrangers et des apatrides (Ofpra), et même la police aux frontières : tous témoignent d'un manque d'informations et de clarté. Les conséquences pour les personnes exilées se ressentent déjà : par exemple, le pacte asile impose une procédure de filtrage (comportant prise d'identité et d'empreintes, entretien de vulnérabilité) qui doit être réalisé sous 7 jours, le maintien en zone d'attente devant être autorisé par un juge au bout de 4 jours. Ce qui se passe au-delà de cette période reste flou.

Ces nouvelles mesures signifient aussi que davantage de personnes seront détenues le temps du filtrage et le temps de l'instruction de leur demande, qui peut durer jusqu'à 12 semaines. Détenues ou et comment ? Pour l'instant, c'est le flou.

L'association Groupe SOS, géant de l'associatif aux liens étroits avec la macronie, a répondu à l'appel d'offre pour gérer l'hôtel qui doit pouvoir « accueillir » 200 demandeurs d'asile. Pour l'instant, ces places ne sont pas encore disponibles car ce sont des Ukrainien-ne-s qui sont hébergé-e-s sur place. Ils devront quitter le lieu d'ici fin juin, sans qu'aucun autre hébergement ne leur ait été proposé.

Après cette solution provisoire dans l'hôtel « Zenitude » (!), une loi est prévue le 15 septembre pour organiser la privation de liberté dans le cadre des nouvelles procédures d'asile à la frontière...

Malgré le flou on voit donc déjà se mettre en place les mesures racistes et répressives prévues par le pacte : il va falloir rester vigilant-e-s pour lutter et soutenir la résistance des personnes qui y sont exposées.

[Albanie] Révolte contre Trump et le gouvernement

Publié le 2026-07-10 15:24:12

Repris depuis la presse du 02/07/2026

Des rassemblements ont lieu depuis fin mai pour protester contre la construction d'un hôtel de luxe lié à la fille du président américain, Ivanka Trump, et son mari, Jared Kushner, dans une réserve naturelle de Zvernec, sur la côte sud-ouest de l'Albanie.

Pour la deuxième fois cette semaine, d'importants groupes de manifestants se sont rassemblés devant le parlement afin de tenter d'affronter les députés et de bloquer l'accès au bâtiment. Des centaines de manifestants se sont heurtés à des cordons de police anti-émeute qui les ont repoussés, provoquant des affrontements et plusieurs arrestations, selon des journalistes de l'AFP présents sur place.

La police a utilisé des lacrymogènes et un canon à eau pour tenter de disperser la foule, certains manifestants tentant de franchir les cordons policiers.

Neuf agents ont été blessés par des projectiles lancés par les manifestants, a indiqué la police, sans toutefois confirmer le nombre d'arrestations. Les vitres d'une voiture de police vide située dans une rue voisine ont également été brisées.

start a viral flag burning trend

Publié le 2026-07-11 11:14:15

 fun low lift action: viral flag burning trend!
share widely across signal networks!

acquire a flag, burn it, film it, caption it, post it online,
or submit it to flag250@proton.me, and we'll submit to others to post.
or send it over signal, set media setting to high quality.

it's a symbolic gesture, but also media propaganda.
the goal is to remind the mainstream how popular the idea is of ending
america, with a lil viral trend.

consider not having faces/bodies in it, bloccing up, or getting creative with it, if
you have a yard, hang the flag or make an altar to burn, shoot some fireworks
at it, or keep it simple, throw it on the ground. try rubbing alcohol or bbq lighter
fluid.

optional: add a title on screen, and/or longer caption if you want.
examples: death to amerikkka, death to the american empire, fuck the 4th, no
pride in genocide, death death to the USA, down with the U.S.A. (quoting the
murals in iran), whatever you want!

keep it simple, low lift, make it fun!
no need to be risky about it, you're just content creators doing 1st amendment
stuff!

let's see if we can get some videos out by saturday? so others on the internet can hop on the trend. but no stress, any time while it's still holiday time would be cool!

submission

Camover Portland: Summer Games 2026!

Publié le 2026-07-11 11:19:16

Camover is here in Portland! For the months of July and August, we challenge you to join us in a game of revelry and destruction against the surveillance state!

We created the Zine below to explain the how and why of the game. It also gives an overview of the surveillance tech in Portland and some methods of destruction. Give it a read, then print a bunch out and share them with your friends!

End surveillance, start living free!

PDF's of the zine: [read](#) // [print](#)

From the zine:

What is Camover?

Camover is a simple game with a simple objective: destroy, disable, and dismantle as many cameras as possible! You play against the surveillance state, an-ever growing enemy that watches all and never sleeps. You play for freedom, for a life without restriction, a city without spy-tech, and a future of possibility!!!

Camover began in 2013 when some anarchists in Berlin decided to take out CCTV cameras ahead of the European Police Congress. They posted their exploits online and encouraged others to play too. Since then, Camover has spread across oceans and continents, with spirited games popping up in Philly,

New Jersey, Montreal, and the Bay. Now Camover comes to Portland for Summer 2026!

From the start of July to the end of August, get ready to take on the surveillance state: dust off your balaclavas, fill up those fire extinguishers, and warm up your throwing arm because the whole city is your playing field.

Anyone can play, and everyone wins! What are you waiting for?

Why Camover?

Surveillance infrastructure has come a long way since 2013. Cameras have been integrated with AI software that automatically sorts, tracks, and compiles footage for police. Facial recognition continues to improve, and most cameras are now outfitted with some form of automatic license plate reading (ALPR). Personal security cameras sold by tech giants like Amazon and Google have become ubiquitous, making it impossible to take a walk around the town without ending up on some person's Ring or Nest camera. Everywhere you go, you feel like you are being watched, and you probably are.

At the same time, the state is using the surveillance network to deport millions of people. ICE agents use facial recognition and Flock cameras to target, kidnap and disappear people. The government is cracking down on dissent and going after anyone it considers "antifa." The courts just sentenced anti-ICE protesters in Texas to hundreds of years in prison and are pursuing similar charges in Minneapolis and Michigan. The authoritarian push is made possible by AI-powered surveillance technology and the network of cameras that feed it.

Here in Portland, the city has invested millions to expand its camera network, chasing the models set by Atlanta and Chicago. Gentrified neighborhoods have cameras on every coffee shop and condo, to keep the poor people watched and the yuppies comfortable. In the abandoned and industrial edges of the city, once a zone of experimentation and play, the flashing blue lights of AI camera towers wipe away any feeling of freedom that used to be found there. With Waymos set to hit the streets in the next few months, there couldn't be a better time to attack the surveillance state and the world of AI!

Camover is a chance to make a real dent in the surveillance network. Not only by destroying the eyes of the state, but also by showing that action and subversion is alive in the heart of the metropolis. The camera is as much a symbol as an actual tool, one that reminds you that the state is ever-powerful, so you best walk in line. By leaving cameras visibly damaged across the city, we can send signals to others that revolt and adventure is possible! Playing Camover is a great way to build affinity, confidence, and skills together so we can be that much more incisive with our blows when things heat up.

Game on!

How to Play

1. Find Your Friends

Camover can be played alone, but it's way more fun to play with others! Camover is a good way to build affinity with friends and practice moving together in the night. Compete between friends or crews and challenge each other to see who can get the most cameras!

2. Find Your Targets

Cameras are everywhere, so targets are everywhere- there's no shortage, unfortunately. There's sections later on giving a brief overview of some of the cameras found throughout the Portland area, and methods you can use to blind them. There are a few maps included further along that show where certain cameras are located. You could choose one specific type to go after, like Flock cameras. Or you could pick a street and make an entire stretch camera-free. Or, you could just choose your path as you go.

1.

Pick a surveillance-free spot to start your adventure from and another to end it at. Know the area and where you can escape to if you need. Choose a method based on the cameras you're targeting.

3. Dress for Success

If you play Camover, you're going to end up in some security camera reel somewhere. But don't sweat it too much! As long as you cover up well, you'll have nothing to worry about!

1.

Wear nondescript clothing that you don't mind parting with. It shouldn't come from your closet- free piles are a great (and free!) way to source clothing in the summer months. Choose clothes that are baggier but aren't too hard to move in. Shoes too! Wear a pair of gloves to keep your fingerprints off of the scene and any tools you're bringing along. Cover your face with a t-shirt mask, covid mask, or balaclava. Make sure that your eyebrows are tucked in. A hat and hood can come in handy here.

4. Strike!

Now that you're dressed for success, it's time to have fun! Double-check your entrance and exit routes, and make sure that everyone is on the same page. Keep an eye out for police and private security, then strike quickly and move on! Don't linger too long in one spot, but don't rush too much either. Time flies when you're having fun, but it can also slow down when your adrenaline is flowing. Be bold, stay together, and have fun!

5. Get Home Safe!

After your fun night (or day) out, the only thing left is to get away safely! Before you return home, change out of your outfit worn in the action. Dispose of clothes and any tools used in your adventure, ideally not all in one place. Revel in your successes, but don't brag, and be proud enough to forget it ever happened. Take care of yourself and each other! Subversion is scary- make space to be with the emotions that arise and treat your body well.

1.

Previous games of Camover have encouraged players to write reportbacks and tally their camera kills somewhere anonymously. We'd rather you keep your stories to yourself, and see the carnage for ourselves when out and about instead of reading about it online. That said, if you had an especially exciting time, discovered a new method that worked really well (or failed completely), or have any other tips to share, we'd love to hear about them!

Using tails or another safe operating system, write up a short report and submit it to a local counter-info website like Rose City Counter-Info [Rosecitycounterinfo.nublogs.org] or Puget Sound Anarchists [pugetsoundanarchists.org]. Both of these sites have submission boxes that

you can add your message to, so you don't have to use a burner email address. You could also make a quick poster and spread it around the city for all to see!

Found on [Rose City Counter-Info](#)

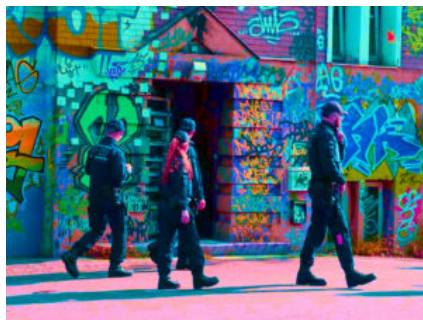
Allemagne : Les ministres de l'Intérieur lancent une chasse aux médias indépendants et aux « extrémistes de gauche ».

Publié le 2026-07-11 11:24:22

[Après l'interdiction](#) du site web « Indymedia linksunten » par le ministère fédéral de l'Intérieur il y a quelques années et la répression massive dont ont été victimes ses responsables présumé-e-s, la plateforme « indymedia » est désormais visée. Par ailleurs, des restrictions de voyage à l'encontre des « extrémistes de gauche » sont envisagées.

Les plans d'interdiction

Lors de leur récente Conférence des ministres de l'Intérieur ([IMK](#)) du 17 au 19 juin 2026 à Hambourg, les ministres ont adopté de nombreuses [résolutions](#) , dont les points 34 et 35 de l'ordre du jour.



Le point 34 de l'ordre du jour demande au ministère fédéral de l'Intérieur d'« *examiner toutes les options légales pour une interdiction totale du portail d'extrême gauche « indymedia.org »* » et de plaider en faveur d'une telle interdiction auprès du gouvernement fédéral. L'ordre du jour précise également que « *le droit pénal et le droit de la sécurité publique offrent déjà le cadre juridique nécessaire pour une action décisive contre le portail « indymedia.org », notamment par la saisie de sites web, les demandes de suppression auprès des hébergeurs et le blocage des réseaux* ». Il est donc temps d'« *utiliser plus systématiquement ces options dans la pratique* ».

En outre, « *les bases juridiques actuellement existantes pour restreindre la liberté de circulation des extrémistes violents (de gauche) devraient être utilisées et la création de nouvelles possibilités de restriction de la liberté de circulation devrait être examinée* », autrement dit, la liberté [de voyager](#) devrait être davantage restreinte pour « *combattre les réseaux extrémistes de gauche transfrontaliers* ».

En outre, l'IMK « constate avec inquiétude », au point 35, « *le nombre croissant d'actes criminels et violents commis par l'extrême gauche* » et appelle à « *un échange d'informations intensifié entre les autorités de sécurité* » afin de « *renforcer les enquêtes et la lutte contre l'extrémisme violent de gauche, notamment pour prévenir et poursuivre les infractions pénales* ».

Perspectives

Les mesures et les projets de la Conférence des ministres de l'Intérieur (IMK) s'inscrivent parfaitement dans le contexte des évolutions européennes et internationales de ces dernières années. Qu'il s'agisse des interdictions visant les militants antifascistes en Hongrie ou aux États-Unis, ou de projets similaires du canton suisse de Berne, sans oublier le recours croissant [à la surveillance](#) (NDT : cf le [dernier en date](#) dans l'hexagone, ou lors du [contre-sommet d'Hendaye](#)), [aux lois allemandes sur l'espionnage](#) ou aux interdictions professionnelles à l'encontre [des militants de gauche en Allemagne](#).

Cela correspond à la fascisation toujours plus rapide de la politique, de la justice et de la société dans la République fédérale ; cette « *odeur de renfermé millénaire* (*) » montre avec véhémence qu'elle n'a jamais été véritablement éradiquée.

Il est probable qu'aujourd'hui encore, les personnes soupçonnées d'être actives en tant que modératrices chez Indymedia soient surveillées par des méthodes de renseignement, afin que, en cas d'interdiction, des mesures puissent être prises à l'échelle nationale ou européenne.

L'important est de ne pas se laisser intimider !

Résistez au processus de fascisation !

Solidarité avec tou·te·s ceux qui rendent Indymedia possible !

Solidarité avec Indymedia !

Traduit de <https://de.indymedia.org/node/749687>

Les points 34 et 35 de l'IMK (allemand) : [IMK_Linksextremismus.pdf](#)

* Slogan allemand anti-nazi des années 30

Roma: ritrovamento di una microspia al NED

Publié le 2026-07-11 11:29:22

- [Stato di emergenza](#)

Roma: ritrovamento di una microspia al NED

Riceviamo e diffondiamo:

2

Ritrovamento di una microspia al NED

Mercoledì 1° luglio, durante una giornata collettiva di pulizie estive, abbiamo trovato una microspia all'interno del NED, a Roma.

L'apparecchio era attaccato direttamente ad un cavo dell'impianto elettrico del locale, occultato all'interno di un foro del controsoffitto. Grazie ad un chip SIERRA WIRELESS WP7502 (oggi SEMTECH) che permetteva di inviare l'audio rubato tramite rete 2, 3 e 4g (utilizzando una SIM della TIM), la spia poteva essere attivata dal

rumore dell'ambiente o a distanza tramite SMS. Oltre al corpo principale era composta da 2 antenne, un trasformatore di corrente ed un microfono.

Dalle informazioni che abbiamo ad oggi, è attiva dal 28 febbraio scorso.

Alcune compagne e compagni che si vedono al NED

Nelle immagini il dispositivo e dove si trovava:

Navigazione articolo

[Precedente: Genova, 16 luglio: Aperitivo e proiezione per la rassegna "Anarchici e Anarchia in celluloide"](#)

Saint-Péray (Ardèche) : Contre la déviation routière, ceux qui la construisent et ceux qui la protègent

Publié le 2026-07-11 17:54:12

Je / vendredi 10 juillet 2026

Le préfet de l'Ardèche porte plainte après des inscriptions retrouvées sur le pont-rail de la déviation de Saint-Péray. Un tag « **1 flic 1 balle** » figure notamment sur le béton de la structure.



La déviation de Saint-Péray fait encore parler d'elle. Dans un communiqué envoyé ce vendredi matin, la préfecture de l'Ardèche explique que le pont-rail de la déviation a été dégradé ce jeudi par plusieurs tags s'opposant à la déviation et appelant à s'en prendre aux entreprises engagées sur le chantier.

Parmi les inscriptions retrouvées figure également un message menaçant pour les policiers

Le préfet de l'Ardèche, Benoît Trévisani, condamne avec la plus grande fermeté ces actes et apporte son soutien aux forces de l'ordre. « *Face à de tels actes de haine, je ne laisserai rien passer. C'est pourquoi j'ai décidé de porter plainte pour que les auteurs soient identifiés et sanctionnés* ».

Camover Communique #1: LVT Camera Tower Smashed! – Portland, OR

Publié le 2026-07-11 17:59:23

Early in the morning on July 1st, four Anarchists set out with hammers, a knife, and a 30' trucker strap, to flip over and destroy a [LiveView Technologies Camera Tower on Willamette Blvd in Portland](#). LVT, along with Flock, Axon, Ring, Waymo, Tesla, and Google, are leading the way in "AI" equipped surveillance tools, tightening the net of surveillance while finding a way to market your every move. We crept through the night and hid in the shadows for a few minutes, analyzing traffic and watching bunnies hop through the grass, indulging in their nightly play. When we felt confident, we approached the tower and found it easy to climb and wrap the rope 3/4 of the way up. Several cars passed us by, but despite being right on the shoulder, no one seemed to notice or care! We tugged and tugged with all our might, but unfortunately, 30' did not lend enough leverage to upend the tower. Yet all was not lost! After three minutes of trying to flip it, we gave up and instead climbed all the way to the top of the tower. This is not super easy, but can be done by anyone with a slight climbing competency. At the top we were able to smash all the cameras, while friends on the ground slashed all of the tires, and smashed all of the solar panels, leaving the tower immobile and inoperable! While smashing the cameras we noticed one of the lenses turn, either being controlled remotely from the person renting the tower, or perhaps the "AI" responding to the beautiful noise of the hammer. Whatever the case, it certainly wasn't turning by the time we were done with it! Next time, we might consider leaving the strap at home and just climbing the tower, or getting a longer strap (maybe 45-60 feet) and more friends! Overall, we spent 5-7 minutes by the tower, and felt comfortable the entire time. It was easy to plan and easy to do! Maybe you and your friends could do it to? You can find more cameras to smash at maps.deflock.org (Including LVT camera towers!) Death to the surveillance state!

Smash every camera! Long live Anarchy! CamOver!

Found on [Rose City Counter-Info](#)

Saint-Lô : Encore des sucettes JCDecaux brisées

Publié le 2026-07-11 18:04:17

La Manche Libre / mercredi 8 juillet 2026

Le collectif antipub est encore passé à l'action. Dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 juillet, ses membres ont **brisé les vitres de plusieurs panneaux publicitaires JCDecaux**, que ce soit près de la médiathèque ou au niveau de la plage verte, près de la gare.



Ce nouvel acte de vandalisme a sidéré l'opposition, à commencer par la liste municipale de droite, menée par Laurent Houssin. « *Nous sommes particulièrement scandalisés par les méthodes employées. Briser les faces vitrées des panneaux entraîne des chutes de bouts de verre sur les trottoirs, présentant un danger réel et immédiat pour les enfants qui jouent ou circulent dans nos rues.* »

Du côté de la majorité, on dénonce également les méthodes. « *Ce ne sont pas des manières de faire. C'est encore une minorité qui décide pour tout le monde, ce n'est plus possible. Ces personnes à la tête du collectif se croient toutes puissantes, mais avec l'aide de la police municipale nous allons les attraper et les punir* », affirme Matthieu Lebrun, adjoint à la mairie en charge de la sécurité et de la tranquillité publique.

Against the AI Hell World: A Proposal for Self-Organized Struggle

Publié le 2026-07-11 18:09:23

Contents

1. [The Tip of the Iceberg](#)

2. [A Building Full of Computers](#)
3. [A Nuclear Renaissance](#)
4. [The Ring of Fire](#)
5. [For a Self-Organized and Diffuse Project of Struggle](#)

Preamble

Capitalism is always restructuring itself. We all know this, and it is why analyzing and creating proposals for struggle is an ongoing process, never something that can be fully concluded. So in a sense, change is the only constant: a comforting story for a world that is often disorienting. And yet, capitalism, as simultaneously an economic and technological system, goes through phases that might last more or less long and that create a sense of stability within them: the more things change, the more they stay the same (again, as we are told).

In this moment, Summer 2026, it seems we are on the cusp of a new technological and economic phase. The economic and political systems have thrown their weight into developing a specific technology even more dramatically than for the expansion of the internet around the turn of the millenium. And unlike the early internet, this technology is highly centralized in the hands of billionaires, with no liberatory potential to speak of (although time has not been on the side of those who saw the internet as a force for freedom thirty years ago). And like all high technologies, it comes with a whole web of industrial, extractive, and financial projects, because, if you will allow us one more tired proverb, misery loves company.

That technology is of course artificial intelligance, or AI, and we surely won't be the first to tell you that it is poised to change everything. Ever since the first AI-powered chat bots appeared a few years ago, the models have been steadily improving and increasing the number of tasks they can perform, from making memes to piloting killer drones. But the actual uses of the technology are in some ways secondary to what's going on behind the scenes, which is a frantic race to build as many data centres as possible, to produce the chips and electricty those centres need, to control and mine the minerals used in the chips, and, of course, to mobilize the vast sums of capital needed to do all of the above.

Some people say there is a financial bubble in the AI sector right now. We hear that this is a problem and will lead to more infrastructure being produced than will be useful long term. Or we hear this is no problem because bubbles are normal and don't typically stop the underlying technology — after all, the dot-com bubble didn't sink the internet, and even the Panama Canal, the great grandmother of all bubbles, still ended up being built. Probably both of those things are true. But this is not a text about bubbles, because the risk is real that, regardless, AI will actually deliver on its promise, transform society, and prove all the billionaires right.

There are aspects of the civilizational push for AI that are playing out the same across Canada, the US, and Europe: the same kinds of jobs are being eliminated, the same kinds of data centres are being built with the same arguments, which triggers the same kinds of resistance, and the electricity always has to come from somewhere. There is a lot of anarchists and others who oppose AI can learn from each other across our contexts, and this proposal will likely have a lot in it that applies elsewhere. But, as always, we find ourselves in a specific place dealing with specific companies, data centre projects, financial interests, politicians, energy projects, infrastructure, and extractive projects. For our analysis to be grounded and our proposals to be actionable, we need to talk about the specifics of that place. And for us, that place is Southern Ontario, Canada, in the area around Toronto.

The Greater Toronto Area is a huge continuous urban area with a population of about 8 million, making it the third largest metropolitan area in the US and Canada and home to fully a quarter of Canada's population. It is simultaneously Canada's industrial heartland and financial centre. We provide this bit of context to support our premise that there is no way to effectively challenge power in Canada without acting in the Toronto area, despite the near total absence of any history of combative struggle in this area.

In Ontario, the AI era is shaping up to be defined by data centres and nuclear reactors in the South, and by nuclear waste and critical mineral extraction in the North. We see all of this as part of a single process: the AI applications churning out slop and taking jobs, the old nuclear plants being refurbished and the dawning new era of nuclear construction, the 20-year hunt for Canada's

nuclear waste dump finally picking a site, the data centres popping up like weeds, and of course mining critical minerals in the Ring of Fire region. All of these are in their early phases right now, but they will happen quite quickly, especially considering the legislative changes at the provincial and federal level to accelerate major projects.

The purpose of this text is to make plain the links between these various elements — AI applications, data centres, nuclear power, mining — as they are playing out on the ground in Ontario. Because analysis is meaningless without action, this will be accompanied by a proposal for a determined struggle against the AI hell world that is being prepared for us. Our goal is to identify areas of social tension and opportunities for intervention rather than to paint an exhaustive picture of the issues.

The future is not written, and a world run by AI is far from inevitable, so we should do everything we can to make sure it stays in the realm of science fiction and the sick dreams of billionaires.

Part 1 – The Tip of the Iceberg

AI applications are the most visible part of the overall push for AI, and they are supported by all the less visible infrastructure and extraction that makes them possible. For that reason, and because there is little to say that is specific to any particular location, we aren't going to get into too much detail about these applications and will just make a few general observations.

Work. AI is indeed poised to transform or eliminate a lot of jobs, but as people who are opposed to work, to the capture of life by the economy, is this really something we should be upset about? And we could reply that we aren't defensive over our work or the tasks that make it up — in fact, we crave nothing more than to finally put an end to the useless, destructive activity we are engaged in every day. What we observe, though, is that many people who had previously been included in the supposedly productive work of society — and who were, in many cases, well rewarded for this — are going to join the ranks of the excluded, those with no valuable skills, whose labour has become flexible (precarious) and competitive (low wage). If AI fulfils its promise, we are poised to see a restructuring of work greater than that brought about by

computers or the internet, as whole sections of the workforce are eliminated or boiled down to a small number of workers overseeing AI output.

This has an effect of de-skilling the population. Those of us who used to write, translate, draw, or design may find ourselves instead editing machine output. Similarly, those who write code, do tech support, or conduct research may end up essentially machine operators, guiding the AI through tasks that we would no longer have the skills to do ourselves. AI may well come for truck drivers and pilots, architects and engineers, data analysts and mathematicians, musicians and artists, doctors and therapists. It doesn't mean that these skills will be lost entirely — there were still people who knew how to weave on equipment they could make themselves after the mechanical loom had taken over the industry — but they will be more rare and much less valuable. This will have many impacts, but one will be similar to what happened to the manufacturing sector as supply chains became global — less control over the work, less possibility for work as a site of autonomy, fewer skills gained through work that are useful outside of it, less ability to produce anything of value. All this makes social revolution less possible, as it becomes harder to break free of structures of domination and rebuild autonomy.

We don't want to live in a world like this. In fact, our activity is already so alienated that we feel we should have already be pushing to take back more of the activities necessary to our daily life. AI is just going to make this problem vastly worse, in addition to pushing more people out of the productive economy and into precarity. Whether this exclusion is addressed by the powerful through something like a universal basic income is beside the point.

Social control. At this point, we have all heard about the ways that the sadly ubiquitous security cameras are being networked and fed into AI to make for more effective surveillance. No more will police have to go around to homeowners asking for footage after an event has occurred — now, they will already have access to as much footage as they want and can search through it almost instantly with AI, identifying people and tracking them across multiple cameras or building profiles of their movements and associations over months. In some contexts, this process will be overseen by judges and in others it won't, but this frankly makes no difference. If the state puts rules on its use of

surveillance technologies, it is only to maintain its own legitimacy based on what the public is prepared to accept, not to tie its own hands and put certain tools out of reach.

Military applications. What else is there to say about the emergence of autonomous weapons or the use of AI in selecting targets for aircraft piloted by humans? Some AI companies have drawn a theatrical line in the sand about whether their incredibly destructive technologies can be used in these ways, but it makes no difference whether this or that billionaire wakes up and decides to have ethics one day. AI is already being used by the military in the US attack on Iran and in Israel's destruction of Gaza and Lebanon, and this will only grow as the AI sector itself continues to grow. The development of AI applications that spit out slop memes for social media also feeds the development of AI that is used to kill people around the world — it is not that the two are moving in lockstep, but that they are simply the same technology.

Alienation. So much of human society has already been captured by the internet. What does it mean that we can no longer be sure we are interacting with a real human in that space? Some say that if you can't tell you are talking to an AI then it makes no difference whether or not you're talking to an AI — but this seems more like a condemnation of the alienation inherent to the internet than a defence of AI. When I communicate, I want it to be with a person who understands. When I read or listen, I want it to be a sincere expression of someone's thoughts. When someone is helping me, I want it to make sense for me to help them in return or to express gratitude. The rise of AI makes much of online communication into something of no value, into slop. Every time a chat bot wishes us a nice day at the end of an interaction, something inside us dies, because the bot not only does not wish anything, it doesn't care about our well-being in even the most banal and generic way that we care about the well-being of the customers when working at a cash register. People are already lonely and cut off from anything that might feel like community, and AI is already making that far, far worse.

There is, of course, a lot more that could be said here about why the AI applications we are supposed to be so excited about are bullshit. We've met enough university instructors giving up on grading assignments themselves

and getting AI to do it because all the assignments are written by AI anyway — at best, it is slop all the way down. At worst, AI means being tracked by AI-enabled cameras before being assassinated by an AI-guided drone. However, focusing on the AI applications can make the situation seem hopeless, despite the evident social tension around them. There is plenty of opportunity for intervening against AI and its world, but it will just involve looking beyond the screens.

Part 2 – A Building Full of Computers

There are already about a hundred data centres across Ontario, most of them quite small and often hosted within office buildings, but this is going to change. There is a wave of large data centre projects coming to Southern Ontario, notably 15 proposed as of 2025 that will, combined, use as much electricity as 2.2 million homes. And these are just the ones about which there is information available — there are few transparency requirements around data centres in Ontario, despite the fact that they are required to apply for permits to connect to the electrical grid.

The Government of Ontario estimates that data centres will eat up about 15% of all new power generation over the next ten years (which will almost all be nuclear, as we will discuss in Part 3). This is likely an underestimate, as it is based on existing investment and development patterns, and these dynamics will probably continue increasing for some time (unless the people predicting an AI financial collapse are right). Do we just accept that the use of electricity will continue to go up? That, in the face of climate change, society will continue to exploit the Earth ever faster? And not for any grand purpose, but for AI billionaires to get a bit richer?

Data centres don't just run AI though — the whole internet requires data centres. The other main reason for the rapid construction of data centres is for cloud services. AI and cloud services are closely related, since AI requires vast amounts of data and the cloud allows lots of data to be organized and stored in a readily retrievable format. To return to AI-powered surveillance, this requires cameras to be networked to a cloud — devices in different locations pooling their data, which, although it may be stored in different physical locations, can then be accessed all in one place. This is as opposed to local storage on a

device you physically control. Cloud computing also involves making the processing power of many computers available to carry out demanding tasks, like breaking encryption on devices seized by police, to name just one totally random example.

With all that said, let's take a look at those 15 big data centre projects in Ontario's immediate future:

- Napanee
 - Napanee Data Park, 250 MW, owned by Napanee Environmental Complex
- Milton
 - Milton Data Centre 720 MW, owned by Logistics Land Investment, completed by 2032
 - Datacentres Milton-Substation, 342 MW, Bird Construction, completed by 2028
- Hamilton
 - Steelport Data Centre, 180 MW, owned by Slate Asset Management
 - It seems like there is a second, larger data centre also being planned for the same site, but nothing has been made public yet
- Toronto
 - StackTORO1, proposed expansion to 56 MW, owned by Stack Infrastructure, completed 2027
 - Yondr TOR 1X0, 27 MW, owned by Yondr, completed by 2026
 - Microsoft Etobicoke, around 55 MW, completed by 2026
- Markham
 - Microsoft YTO14 Campus, 96 MW, completed by 2028
- Richmond Hill
 - Urbacon DC5/6, 70 MW, 2026
- Vaughan
 - Microsoft YTO12, around 48 MW (early design phase)
 - Microsoft YTO11, 48 MW, completed by 2026

- Brampton
 - 55H Data Centre, expansion to 20 MW, owned by Grain Management and Stratcap, operated by Core Data Centres completed by 2026
- Cambridge:
 - Ascent TOR1, expansion to 60 MW, owned by Ascent, Related Digital, and TowerBrook Capital Partners, operated by CoreWeave, completed by 2026
 - Intermarket CAM data centre, 30 MW, Intermarket Properties, completed by 2026
- Mississauga of the Credit First Nation
 - Mikinak Data Centre, 200 MW, Mississauga of the Credit and Red Jar Energy, completed by 2027

This list teaches us a number of things. One is that there are, so far, only a few “hyperscale” data centre projects (over 100 MW) proposed for the province, alongside a multiplication of mid-sized ones. This could change in the future as investors gain more confidence in the regulatory environment and the stability of energy prices. At the moment, Ontario has favourable energy prices, as the largest energy consumers in the province pay a wholesale rate for energy that is substantially less than the cost paid by households (about 2/3). Despite household energy prices in Ontario being relatively high, the largest consumers pay less in the Toronto area than they do in all but a few Canadian and American major cities. However, Ontario’s largest power generation company, OPG, has asked regulators to allow them to nearly double the rate they charge for electricity over five years.

Another thing this list shows us is that there seems to be only one hyperscale data centre being proposed in a dense urban area: the Steelport project in Hamilton, which is proposed for the site of a former steel company in the city’s industrial portlands. Slate Asset Management seems to be mostly talking about a data centre specialized in AI-driven academic research while it tries to get the zoning changed for its site, but there are some hints that they are also quietly planning a much larger data centre there once they have the permits in place. The site, on the shore of Lake Ontario, has abundant water for cooling, is already set up to draw large volumes of power, is at a distance from residential

neighbourhoods, and is an improvement over what was there before in terms of air and noise pollution — it seems like a perfect fit. And yet, there is potential for a social tension around this project, as it has already drawn hundreds of people to protest and speak at City Hall. Hamilton city council has responded with a moratorium on data centres, but this likely won't last, whether because council changes course or because it gets overruled by the Province.

Considering how few requirements there are for transparency around data centres, it seems much easier to hide data centre projects in industrial parks outside the city than to risk opposition by being as visible as Steelport. There is no provincial consultation process for data centre construction, and the energy regulator (Independent Electricity System Operator, or IESO) does not publish details about requests to draw large volumes of power. In terms of regulation, the Province recently instituted an accelerated process for major projects over 10 MW, which includes helping them connect to the grid, so there is clearly a desire to open the door to data centres provincially. As well, municipalities across the province are preemptively changing their zoning laws to facilitate data centre growth and avoid contestation like in Hamilton — one example is Napanee, which has moved to allow them by default in all areas zoned as industrial, which removes a layer of per-project transparency. Basically, people may not care about most of these projects because of where they are located and because of the lack of information.

Local resistance to data centres typically focuses on noise, water pollution, and increased demand for electricity driving up prices for individual consumers. All of these things seem true, but when compared to a steel mill, for instance, a data centre is a good neighbour. These site-level nuisances don't explain the scale of resistance to a project like Hamilton's Steelport. We see this opposition as a manifestation of a deeper social tension against the AI era itself, one motivated by both environmental and social concerns, and it is a tension that won't go away based on what happens with any specific project. Rather, we anticipate the tension spreading, and data centre construction will remain a flashpoint. A question for us, then, is how do we expand that tension to other aspects of the broader push for AI to create even more opportunities to intervene? How do we encourage an analysis and terms of struggle that go

beyond not-in-my-backyard concerns? How do we model and spread self-organization and offensive action?

One advantage of thinking about the push for AI more broadly than just AI applications and data centres is that it opens possibilities for diffuse action and for solidarity between people who are differently impacted. Data centres need chips, which are made of critical minerals, and they also need abundant electricity, which in Ontario will mostly come from nuclear. People protesting in Hamilton are struggling against the same beast as those in Northern Ontario who are preparing to resist open-pit mining, or those east of Toronto who will be having a massive nuclear plant built next door. We don't need to approach any of these struggles as occurring elsewhere, as having a front line and a most-affected community that the rest of us must be content to support. There are countless opportunities to resist the push for AI — we just need to make the links visible between its different manifestations through words and actions.

Part 3 – A Nuclear Renaissance

Nuclear power in Ontario has kind of faded into the background over the decades. There are nuclear plants spread out across the southern part of the province, quietly providing half of the electricity consumed — much more than the more famous Niagara Falls. It is like society has collectively forgotten all the reasons to oppose this technology — or at least, we were content to continue using the ones built in the 70s until the end of their lifespan. But now, the old nuclear plants are being renovated, small modular reactors are being developed, and a massive new nuclear plant is in the early stages of planning. From producing over half of Ontario's power today, nuclear is projected to produce 75% by 2050, meaning Ontario will overtake even France and become the jurisdiction most reliant on nuclear power in the world.

This nuclear renaissance is mostly happening quietly, so far, but the massive new nuclear plant (being described as potentially the world's largest) will likely bring all the downsides of nuclear back into focus. Far from being as safe and clean as it is reputed to be, nuclear accidents, when they occur, render areas uninhabitable permanently, and these nuclear plants are all close to Canada's largest urban area. What level of risk is actually acceptable? (Especially when the risk is being taken to fuel nonsense like AI data centres.) And it is not that

nuclear power doesn't produce waste. The concrete used to make them produces large amounts of carbon dioxide, and then there is the radioactive waste. The spent nuclear fuel is so dangerous that there is no way of making it safe, and the only so-called solution is to bury it deep underground. Forever. So the obvious question, then, is where this poisonous waste will go. And wouldn't you know, Canada has been working on that problem for the last 20 years and finally has a proposal.

The Nuclear Waste Management Organization was tasked with creating a plan for dealing with Canada's nuclear waste in 2005, and they have been shopping around for a dump site since that time. Obviously, every community considered had no shortage of good reasons why their community, specifically, was not the right place. But now, the NWMO has proposed a site near the township of Ignace and Wabigoon Lake Ojibway Nation in Northern Ontario, 250 km outside of Thunder Bay. (For context, Ontario is really big, and Thunder Bay is about as far from Toronto as Tampa Bay, Florida.) The local First Nation and the township of Ignace have agreed to the plan, and a federal impact assessment is currently in progress, so this project is still in its early stages. But it is already attracting opposition, though mostly of a bureaucratic kind: other First Nations are saying their consent is required as well, and people have been flooding the review panel with negative comments.

The proposed dump would be active for 160 years (though of course the buried waste will stay radioactive far longer), and it will receive two or three truckloads of nuclear waste per day for at least the next 50 years from across Eastern Canada. This means trucks full of nuclear waste driving all the way from the Gentilly plant in Quebec or up from Southern Ontario across the entire length of the province, every single day. On this kind of scale, an accident starts to feel like a virtual certainty.

Currently, the nuclear waste produced in Canada is being stored on site where it is produced, but that isn't safe or permanent. So it needs to go somewhere, right? This question is an example of how the nuclear industry holds society hostage once it gets started. Of course, something needs to be done with nuclear waste, but its dangerousness can't be used to force us to go along with the continued expansion of the nuclear industry. The nuclear dump should be

opposed no matter where it is built and no matter how safe it is, except in the context of ending the use of nuclear power once and for all.

Another aspect of nuclear power is, of course, nuclear weapons. Canada has no nuclear weapon program, but there is a history of sending nuclear fuel from from plants in Canada to weapons makers in the United States, and the underlying technology is intimately tied to the arms industry. Similar to how the development of AI is always the development of AI weapons, the civilian nuclear industry is hand in glove with the military. We see this with Canada's famous Candu reactors, which are sold to the Indian government who uses them to make nuclear weapons. Canada is working hard to develop and build small modular reactors, which have the potential to further spread nuclear arms (including the privately owned nukes being dreamed of by a subset of tech billionaires). Nuclear war is probably the greatest risk we all collectively face, so let us ask the question again: With the stakes this high, what level of risk is acceptable with nuclear power?

Here is a list of nuclear energy projects currently underway in Ontario and a few details about them that we found interesting:

New production

- Canada's first small modular reactor is currently under construction at OPG's Darlington site (to be completed by 2029), and it is meant to be one of four, with each producing 300 MW of power (enough for 300,000 homes). They are able to use the existing electrical grid infrastructure from the Darlington nuclear plant. They are being pitched as partnerships with nearby First Nations.
- OPG's Wesleyville site in Port Hope may become the home of potentially the world's largest nuclear plant, on land long owned by OPG and Hydro One on the shore of Lake Ontario. The site isn't fully confirmed yet, but local governments have approved it (including First Nations), and construction is expected to start in 2030 (OPG has built a "nuclear discovery centre" in Port Hope in the meantime). It is close to the Durham Region Energy Corridor, which already connects to nuclear sites in Pickering and Darlington.

Refurbishment of existing plants

- The Darlington Refurbishment Project just finished after nine years of work and extended the lifespan of the reactors there by 30 years
- Bruce Power is Ontario's largest nuclear plant. It is made up of eight units producing 6,400 MW, or 30% of Ontario's electricity. Their lifespan is being extended by 30 years each through phased construction, with work on Unit 3 just completed and Unit 4 underway.

It seems extremely difficult to intervene in the the refurbishment projects, and there is no social tension around them of any kind. However, the Wesleyville site is already facing some local opposition from locals who remember being poisoned by the uranium mine that used to exist near Port Hope. This may escalate into a genuine tension, but that will likely depend on how much people are able to dramatize the issue and make it controversial. Considering the history of opposition to nuclear in Ontario back when all these plants were being built, it does seem like that is possible, although the threat posed by nuclear weapons doesn't motivate people as much as it used to.

That said, the new nuclear plant project is so large and so important that finding ways to oppose it feels like a priority, and one way of doing this is to draw attention to the link between AI and nuclear energy in Ontario. One way to slow AI development in this province is to drive up the price of electricity for big consumers, and the surest way to do that is to prevent new generation capacity from coming online. Nuclear power is very expensive to produce, and the plants take decades to pay for themselves, so controlling the price of electricity is already a major problem in Ontario. The Ontario government currently spends \$7 billion a year subsidizing energy prices to mask the high cost of nuclear and delay a ratepayers revolt for as long as possible.

We aren't politicians, and so aren't in the business of coming up with policy solutions to massive problems like how to produce enough electricity so that everyone can commute to work in electric cars or so that "green steel" becomes realistic. The best solutions to the problem of how to reduce the amount of energy society consumes will come from cycles of crisis and revolt that give us all the chance to experiment with new ways of relating to each other and of surviving that are less disastrous. Every nuclear plant that gets

built makes a liberatory future harder to imagine, because of the eternal liability they represent. Which is especially hard to justify when all those small modular reactors being built in Darlington won't even cover the power needs of the data centre projects we know about.

So to be clear, we aren't arguing that opposing nuclear is THE key to opposing AI or that opposing AI is the only thing that matters. Our goal is always for people to struggle against domination in all its forms, and we are proposing a focus on AI as one impactful way of coordinating our efforts and contributing to social tension. People who want to engage with this proposal should struggle against whatever aspect of the push for AI they are close to and feel motivated by — using decentralized and self-organized forms of struggle and without compromising in their critique, of course. We do want people to struggle against nuclear, though, and this isn't just because of AI. The expansion of energy consumption should be resisted, and as we said above, nuclear specifically holds society hostage and makes social revolution less possible, because it requires constant attention by specialists to avoid unimaginable disaster.

Part 4 – The Ring of Fire

The Ring of Fire is the name given to a large area in the Hudson Bay lowlands, which is the world's largest undisturbed peatlands, which is in turn part of the world's largest boreal forest. It is about 500 km north of Thunder Bay, far beyond where the roads end. Almost all of the Ring of Fire is in the basin of the Attawapiskat River, which flows to James's Bay where the Attawapiskat First Nation is found, a community already dealing with serious water contamination. The area is called the Ring of Fire because of the roughly ring-shaped concentration of critical mineral deposits below the surface. The Ring of Fire is potentially very large, at 5,000 km², though so far most concretely identified deposits are in a 20 km-wide strip of land. So far, there have been discoveries of chromite, nickel, copper, platinum, gold, zinc, and palladium.

The Ring of Fire is in Treaty 9 territory, and there are nine First Nations in or around it. Most of these Nations are part of the Matawa First Nations and are represented in this matter by the Matawa First Nations Management Tribal Council. The provincial government had initially been planning to designate the

area as a special economic zone, allowing them to bypass the usual Indigenous consultation requirements and environmental assessments, but following protest from First Nations, the government revised itself and now says that it won't use the measure, supposedly because local First Nations are supportive.

There aren't a ton of details about what negotiations between First Nations and the Province have looked like so far, but one major piece is that development in the Ring of Fire will come with all-season roads, better electrical infrastructure, and high-speed internet access for these remote communities. Notably, three major road projects are either underway or about to begin: the Marten Falls Access Road, the Northern Road Link (going from Martin Falls to the main Ring of Fire sites) and the Webequie Supply Road.

To us, it is understandable that a lot of people would value reliable road access to the rest of the country (which means lower prices for all goods) and a level of internet access closer to what is standard elsewhere. And if this is being made contingent on their area being "open for business," then it is also understandable that people would accept the project. But why do these services have to be contingent on strip mining the area? The process of displacement of Indigenous peoples in the North and forcible settlement onto reserves was always meant to be "out of sight, out of mind," but now their land is valuable and further displacement isn't politically possible, so the state offers a few small measures to include some of the most excluded people in the Canadian territory.

It is not a problem that some residents of First Nations will support these projects, whether it is for jobs, for the promise of roads and internet, or for any other reason. That is because there will also always be people who refuse to accept projects like these and who are determined to fight back, even against the roads that will, we are told, bring so much good to the communities. In June 2025, members of Neskatanaga and Atawapiskat First Nations set up a settlement in the path of the projected road development, where there will be a bridge on the Attawapiskat River. Although it doesn't seem like there is always a presence there, the intention was for the settlement to be permanent.

As always, our task as anarchists is to identify points of tension, spread ideas and practices, and show solidarity to other rebels through action. There will certainly be Indigenous-led blockades against the Ring of Fire, and these blockades deserve support. However, it is also important to avoid repeating past patterns of how anarchists have related to Indigenous front lines that have been too limiting. By all means, go there, meet people, build relationships. But let's not treat those blockades as the only sites at which struggles occur, and let's not go looking to their participants to direct how the rest of us struggle away from those sites. We are able to act against the Ring of Fire development — and the world that needs it — starting immediately and in a diffuse manner, attacking the interests and infrastructure that are tied to it and also to the push for AI as a whole. We don't need to wait to be told it is okay. And we don't need to travel to Northern Ontario to do it.

We want to see a struggle where actions against nuclear and data centres in the south are widely understood to be in solidarity with actions against the Ring of Fire in the north. For this link to exist, it will require both words and actions as well as actual relationships between people in the north and south. Mining companies and governments have known about the Ring of Fire deposits for a long time, but they are only ramping up the pressure to develop now in response to specific pressures related to international trade and the growing importance of these minerals for computing and electrification. It is very difficult to act in the far north if you don't live there (and even if you do, it seems challenging), and only about 8,000 people live north of Lake Nipigon. We can't leave it entirely on them to fight this project, and our efforts will definitely fail if we narrow our imagination to acting only near the Ring of Fire.

We need a way of understanding the Ring of Fire that is broader than just the mines and roads themselves, and we are proposing the push for AI as one lens for approaching this. Others have made proposals that electrification and the green energy transition are the broader tension, but we believe AI is a more fruitful framing for a couple of reasons. One is that, currently, the green energy transition in the US and Canada is state-driven, rather than economically driven, and so it will be put on hold any time it becomes inconvenient, and we are currently in one of those moments. Another reason is that AI promises to upend a lot of aspects of our lives, whereas the green transition is all about

keeping our lives the same while being a little less ecologically devastating. We believe that a genuine social tension exists around AI, and that isn't true around the green transition (although local projects will always produce local opposition).

Because the Ring of Fire is so far away from where we are (and almost certainly where you, the reader, are), we feel that a specific struggle would not be feasible. However, practices of diffuse attack could succeed at dramatizing and escalating the tension around that specific project and linking it to other major struggles elsewhere in the province.

Right now, the provincial government is the main actor in the area, but there are a large number of mining companies involved too. We want to mention just two of them here: Wyloo and Juno Corp. Wyloo, as it is currently called, owns the claim to the Eagle's Nest site and its deposits of nickle. This will likely be one of the first concrete projects to move ahead once the infrastructure is in place. Juno Corp. is an exploration company, and it has laid claim to almost the whole Ring of Fire, 4,600 km². Their role in this project is critical, even though they will likely hand off individual deposits to actual mining companies as the project moves ahead.

The Ring of Fire, if it is built at the scale being envisioned, will become one of the most significant extractive projects in Canada. It will involve open pit mining that clears away huge swaths of the boreal forest, the lungs of the Earth, and draining the peatlands, which are vast carbon sinks. For those of us who care deeply about stopping the ravages of industrialism and moving towards a more livable world, we can't let this project's remoteness stop us from attacking it and showing our solidarity with those resisting on the ground.

Part 5 – For a Self-Organized and Diffuse Project of Struggle

We've spent a lot of words now describing how some major projects in Canada's most populous province are interconnected and in the service of a major technological transformation of society driven by elite interests, which we've called the push for AI. We've also offered some starting points for how to

struggle against this process, and in this final section, we will get into those starting points in a bit more detail. Briefly, here is what we propose:

- A diffuse struggle against AI-related projects and infrastructure across the province (or more widely if this proposal speaks to you where you are)
- Solidarity between the northern and southern parts of the province through actions against projects in our respective areas
- Constantly finding creative ways to make the link between AI applications, data centres, nuclear, and mining
- Spreading practices of attack
- Acting at sites of social tension while remaining autonomous
- Informality and self-organization

First, though, what is a project of struggle (also called a projectuality)? Basically, it is the determination to organize informally and act towards a specific goal over the medium term, so about three to five years. To be a truly autonomous project of struggle, we need to prioritize direct action, which we would argue should be destructive or disruptive to the process being targeted. This is easier said than done, because it is easy to end up in a position where you are basically “lobbying with bricks” by doing escalated action with a symbolic goal. If our goal becomes to make a powerful person change their mind, then our project of struggle is no longer autonomous, and we need to take some time to reassess and figure out how to make it so our actions directly disrupt the process in question (which in our proposal is the push for AI).

Communication is also important to a project of struggle, both with people with whom we already have affinity and with people broadly in order to reach those who might enter into struggle on similar terms. This can take the form of leafleting at rallies, speaking at meetings, publishing on anarchist news sites or in anarchist journals, starting a street newspaper, putting up posters and stickers... There are lots of possibilities. But the important thing is to be clear and uncompromising — there is no point entering into a struggle like this if you are going to pretend to be a reformist or like your opposition to AI is limited to this or that specific project. It is important to defend action, make links between

different projects, and advocate for self-organization (people should organize themselves, and not be organized by those who have, or aspire to have, power). It is also important to rely on communications channels we can control so that they don't shape our message based on their written and unwritten rules: posters and street papers, not op-eds in mainstream news or interviews with journalists; counter-info websites, not corporate social media. This might make it feel harder to get the word out, but we promise it is more effective long term, especially if the struggle escalates.

Now, what do we mean by diffuse struggle? Basically, a project of struggle can either be diffuse or specific. A specific struggle is against a particular project in a particular geographic area, and it needs to define its focus quite, well, specifically to be effective. There have been attempts at specific struggles in Southern Ontario, notably against the Line 9 pipeline during the 2010s, but we don't believe this is the right approach to take here. Both the Ring of Fire and the new nuclear facilities (especially the dump) would be good targets for a specific struggle, but the ones in the north are extremely remote, and even the nuclear plants happening in Eastern Ontario are quite far away from where most comrades live, and they are less likely to have local tension of a scale and character that could easily be built on anyway. It will probably be important, for a diffuse struggle to succeed, for us to learn to act farther away from where we live, but Northern and Southern Ontario are just too far apart, and focusing on one project would mean overlooking many equally good opportunities closer to home that might be easier to act against consistently. As well, there is no single project that is particularly critical — no one data centre is more important than another. It is possible a specific struggle will emerge around one or more of the projects mentioned, but right now, the tension and criticality aren't there.

Diffuse struggle, on the other hand, defines its target more broadly and spans multiple different (but related) sites of domination in different places. We believe it is appropriate in our case because there are related projects happening all over the province, and it allows us not to simply show solidarity with people in the North, but to be part of the same struggle in different locations. Data centres in particular are interesting in this way, and they have many opportunities to target infrastructure that is both all over the province and often quite critical: fibre optic cables and electrical infrastructure. This will require

skill-building, and this process of researching and sharing techniques can begin immediately. Diffuse attack allows for more trial and error, since there are virtually unlimited potential targets that allow us to resist the push for AI.

(There is a lot to say about the need to share skills. In our opinion, the most urgent ones relate to operational security and reducing the risk of DNA contamination during actions. The ability to act is not useful without the ability to not get caught. The website notrace.how is your best friend for this. We should also note that people use the terms “specific” and “diffuse” struggle in different ways, which is why we wanted to spell out what we mean. Our intention is not to impose our definitions on others.)

We want to spread practices of attack, of literally destroying the things we wish did not exist. This is not to say that other kinds of action don't matter or are less important — far from it. Rather, we see attack as a missing ingredient in what has been happening in Ontario in the last five or so years, and a determined project of struggle is the perfect way to build up a continuity of action, help people get their sea legs, and bring back some offensive capacity in the anarchist milieu here. In this, we propose moving away from targeting the facades of buildings (windows, locks...) and towards targeting infrastructure (fibre optic and electrical cables), though there are a lot of valid ways this escalation could go. We should try to be specific in what we aim to accomplish and precise in execution, while recognizing that sometimes actions will necessarily impact more than just the target, and this reality should be approached deliberately.

We leave it to other texts — and to people's actions — to further clarify what attack can look like, but it feels important to talk about how practices spread. Even in a context like Southern Ontario with little history of resistance, there is still a common imaginary of what resistance can look like. In our context, this mostly looks like holding protests, but also includes land defence blockades and, more recently, sabotage targeting vehicles (the wave of Tesla vandalism even made it to the Toronto area). New practices enter the imaginary when we see them play out repeatedly in contexts similar to our own and when they speak to a tension we also feel. Bringing practices of self-organized, small group attack into the imaginary would be a huge step forward, and other

proposals in this direction have been made by anarchists elsewhere in Canada. It is not that practices need to spread to be effective — our actions should have value in themselves — but developing practices that enter the imaginary and then are reproduced when people decide to enter into struggle is a major goal.

We imagine a sequence of struggles characterized by regular disruptions to centralized systems that would lead to more people having backup plans for living without those systems and, due to moments of mass participation in upheaval, experimenting with different forms of life. That participation piece is important, because there is nothing about discomfort in itself that makes people look up at the night sky, see the stars, and realize that we don't need any of this shit. Without a broader social tension and opportunities to engage, disruptions are more likely to seem like impositions that require a law and order response. We aren't saying that actions need to be understood by everyone to have value, but we also aren't saying we should just ignore whether or not they are understood.

While we were working on this text, another proposal was published in the journal *Petrel* about preparing to attack AI-driven robots as they get deployed in our communities in coming years, because these actions have a high potential to spread. We feel that proposal is very much in the spirit of our own, and there is space to move in both directions. One difference we see is between targets that are everywhere and relatively accessible but not very critical to the systems they are part of (for instance, a self-driving car) and targets that are high criticality within the AI system (for instance, an important internet cable). Anarchists can contribute to bringing actions against both these types of targets into the imaginary. We surely won't be alone when it comes to destroying delivery drones, but there needs to also be a place for actions that, in the present, only anarchists are likely to take.

Throughout this text, we have tried to identify areas where we think social tensions are likely to emerge, and that line of inquiry should be an ongoing process. Ideally, we would like to be a bit ahead of the curve, identifying areas of tension as early as possible so that we are ready to act when they start to bubble up. But this inquiry is only meaningful if we insist on staying autonomous and not lending our skills to organizing that doesn't share our

goals (helping the good citizens lobby city hall, for instance). When we do this, we risk ending up the pointy end of the spear for reformist demands (engaging in symbolic attacks on a contractor who people are trying to pressure) or watering down our analysis under the pretext of making it more accessible (arguing over the location of a data centre or for a different kind of “green” energy). We need to establish our own goals, priorities, and timelines and not let them be dictated to us.

As well, we need to distinguish between opposition and tension. Opposition is a built-in part of the democratic system and is not actually a threat to power. This includes when citizens organize to pressure government. Social tension can exist within citizen’s movements, though, if they contain ideas that go beyond the limited framework democracy provides (such as hostility to AI as a whole, rather than just particular projects) or when disruptive practices start to spread. We want to identify social tension precisely because it has the potential to overflow the limited space democracy provides to opposition and become something autonomous and threatening to power. We want to give people an option that isn’t either the good citizens or staying home, and in our experience, anarchist ideas and practices of attack can be readily taken up in the right circumstances.

As a rule, don’t let yourself become part of the left. Say the things that only anarchists will say, and then match words with actions. Your freedom of action is precious, and the left will only parasitize you and funnel your energy towards reformist or electoral goals. Even more depressingly, they might try to get you to join their org.

A lot has been written about informality in recent years, and we won’t be trying to replicate it here, but basically, our organizing structures should be flexible, adapted to the nature of the actions we want to take, and based on affinity (which is actively built and maintained). Groups form around projects and don’t need to outlive the desire to do those projects. When maintaining the structure is seen as a goal in itself, rather than in service to action, something critical has been lost, and it is worth slowing down and reflecting.

One critique of informal organizing is that it lacks a unified strategy. It is totally possible for groups to communicate with each other — often, this is done totally

openly through journals or counter-info sites, or, if relationships allow it, through meetings that might bring together several affinity groups. This communication is enough for some coordination; however, it is worth calling into question the idea of strategy in the context we are discussing — why is it important to all agree on a single course of action? It seems more interesting to us to build a common understanding of the situation we find ourselves in, circulate proposals, elaborate a project of struggle, and then encourage groups to take initiative within that. A set strategy would just get in the way.

We have a chance now to initiate a project of struggle before most of the big developments in the push for AI get started in Ontario. This will make it more possible for anarchists to resist the impulse to prioritize so-called front lines over the infrastructure of domination that's right in front of them and avoid integrating the same limitations past struggles have had. We have a chance now to build up dialogue and a common analysis between Northern and Southern Ontario so that, in coming years, we can answer action with action and throw sticks into the wheels of technological development in this region. This will make us all less isolated and more powerful. We have a chance now to get out in front of the NIMBYs and leftists to offer a fundamental critique of AI and its world. It is much easier to get clear about our ideas and perspectives early in a struggle, rather than once the space is swamped by leftists and not-for-profits who wish for a gentler, greener system of domination.

The push for AI is playing out all over the world, and everywhere there is resistance. We can look to contexts similar to our own for inspiration, and we can aspire to be that inspiration for others. There is nothing inevitable about the future that the state and its billionaire allies are preparing — no matter how bleak things get, the situation isn't hopeless. We have the ability to organize ourselves, communicate, and go on the offensive, and in doing so, we carry the possibility for radically different ways of life beyond anything the AI hell world has to offer.

Roma: rioccupato il Bencivenga!

Publié le 2026-07-12 08:24:27

- [Stato di emergenza](#)

Roma: rioccupato il Bencivenga!

benci

Apprendiamo e rilanciamo:

<https://www.ondarossa.info/newsredazione/2026/07/bencivenga-ri-occupato-0>

Navigazione articolo

[Precedente: Torino: hanno manifestato per la Palestina, vogliono infliggere loro la sorveglianza speciale](#)

[Canada] Les responsables de la crise ont des noms et des adresses

Publié le 2026-07-12 14:29:18

Initialement publié sur [Montréal Contre-Information](#) le 02/07/2026

À la classe propriétaire,

Why we break windows ? Pourquoi est-ce qu'on a brisé vos fenêtres (et peinturé vos bureaux) ? Comme chaque 1er juillet, plusieurs ménages locataires vont se retrouver à la rue. D'autres dans des logements inadéquats, insalubres et/ou trop chers. Dans les prochains jours, on va entendre parler de la crise du



logement. Des prix qui montent. Du manque de logements disponibles. Pis comme à chaque année, la majorité des gens vont passer à un autre appel. On connaît la chanson. Mais une chose dont on ne parle jamais, ou que du bout des lèvres, c'est des responsables de la crise. Le logement n'est pas en crise comme par magie. Les ménages qui se retrouvent à la rue ne sont pas les victimes du marché invisible. La gentrification et la financiarisation du logement ne sont pas des phénomènes naturels. Il y a des gens derrière cette crise, des gens derrière ce marché, des gens derrière ces phénomènes. Et ces gens ont des noms et des adresses.

Parmi ces responsables, on retrouve des compagnies comme Iacobo Capital et Denstays. Pourquoi ces deux-là ? Parce qu'elles ont le malheur (et notre bonheur) d'être voisine ! La première est une entreprise de location et d'investissement qui acquiert et fait la gestion de multiplex et d'appartements « sous-évalués » pour ses investisseurs. Or, cette compagnie qui se vante d'être un leader de l'immobilier n'est rien de moins qu'un rénovinceur en série et un horrible slumlord qui joue avec la santé de ses locataires. De son côté, Denstays est une entreprise de location à court terme avec plusieurs unités luxueuses dans les quartiers du Plateau, de la Petite-Italie et du Mile-End. Ses dirigeants font aussi de la location sur Airbnb. Les conséquences de location à court terme sur le logement et nos milieux de vie sont connues. Denstays y participe activement.

Anyway, dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, nous avons décidé de prendre les choses entre nos mains. Pourquoi est-ce qu'on a brisé vos fenêtres (et peinturé vos bureaux) ? Parce qu'on est tanné-e de voir autant d'énergie et de ressources perdues à lobbyer les élu-es pour des gains malheureusement souvent dérisoires et à organiser des manifs pacifiques pour le droit au logement. À la place, on a décidé de péter vos vitres. De s'attaquer matériellement à vos espaces de travail (t'check, on a le cœur sur la main, nous, on ne s'attaque pas à vos espaces de vie — contrairement à vous). De vous faire payer le prix de votre culpabilité. Oeil pour oeil, dent pour dent. Ou quelque chose comme ça.

On espère maintenant que d'autres petit-es tannant-es nocturnes vont se sentir inspiré-es à prendre les choses entre leurs mains ;p



[USA] Une balade nocturne espïgle

Publié le 2026-07-12 14:34:13

Publié sur [Attaque](#) le 05/07/2026, traduit
de [Unravel](#) / jeudi 2 juillet 2026

30 juin 2026

Récemment, lors d'une balade, pendant une soirée chaude, nous avons saboté un lecteur automatique de plaques d'immatriculation, une station de vélos Indigo, quelques engins de construction et nous avons recouvert de peinture ou désactivé environ vingt caméras.

Nous voulons mettre en lumière certains des outils que nous avons utilisés, qui, selon nous, sont sous-estimés dans les milieux radicaux. Un pulvérisateur à main pour jardin, rempli de peinture diluée à l'eau, a été utilisé pour peindre une grande partie des caméras hors de portée. Il est plus petit, plus léger et plus facile à utiliser qu'un extincteur. Le lecteur de plaque d'immatriculation, d'autres caméras et la station de vélos ont été sabotés en utilisant des pinces coupantes. Les câbles apparents ont été sectionnés et des outils à main ont ouvert les panneaux, quand les câbles se trouvaient à l'intérieur d'armoires ou de conduits.

Nous avons passé un excellent moment et, dans les jours qui ont suivi, nous avons savouré une fabuleuse euphorie post-crime !

MONTREAL, QUEBEC, CA, H2S1L7
12/28/2024

★★★★★

Health and Safety
★★★★★

Respect
★★★★★

Tenant Privacy
★★★★★

Repair
★★★★★

Rental Stability
★★★★★

Written Review

Ils font des rénovations!! Ils mentent à leurs locataires pour les faire évincer, augmentent le loyer sans cesse et au dessus de la limite permise, ne font aucune rénovation sinon une rénovation complète de l'appartement afin de le louer à des prix dérisoires à de futurs nouveaux locataires, ne répondent pas au téléphone, n'ont pas du tout le bien être de leur locataires à coeur. Ils ne pensent qu'à l'argent et s'il y a une manière d'en obtenir plus (légal ou non) ils vont saisir l'opportunité, au dépend des gens qui vivent dans les logements. Des locataires comme eux, ce devrait être illégal et ça m'étonne qu'ils puissent encore agir malgré toutes les plaintes qu'ils cumulent.

[USA] Communiqué n°1 du jeu Camover : Une tourelle équipée de caméras, de marque LVT, détruite !

Publié le 2026-07-12 14:39:17

Publié sur [Attaque](#) le 05/07/2026, traduit de [Rose City Counter-Info](#) / vendredi 3 juillet 2026

Communiqué n°1 du jeu Camover : Une tourelle équipée de caméras, de marque LVT, détruite !

Aux premières heures du 1er juillet, quatre anarchistes sont sorti.es, avec des marteaux, un couteau et une sangle d'arrimage pour camion de 30 pieds [environs 10 mètres ; *NdAtt.*], pour renverser et détruire une tourelle équipée de caméras, de l'entreprise LiveView Technologies, sur le Willamette Boulevard, à Portland.



LVT, tout comme Flock, Axon, Ring, Waymo, Tesla et Google, ouvre la voie à l'utilisation d'outils de surveillance équipés d'« Intelligence Artificielle », en resserrant le filet de la surveillance tout en trouvant un moyen de commercialiser chacun de vos mouvements.

Nous avons rampé dans la nuit et nous sommes caché.es pendant quelques minute dans les ombres, analysant la circulation et regardant les lapins sautiller dans l'herbe, s'adonnant à leurs jeux nocturnes. Quand nous nous sommes senti.es en confiance, nous nous sommes approchés de la tourelle et il a été facile d'y grimper et d'enrouler la sangle aux trois quarts de sa hauteur.

Plusieurs voitures sont passés, mais malgré le fait que nous étions juste sur le bas-côté, personne n'a semblé nous remarquer ou s'en soucier ! Nous avons tiré et tiré, de toutes nos forces, mais malheureusement, 30 pieds ne nous ont pas donné assez de levier pour renverser la tourelle. Mais tout n'était pas perdu ! Après trois minutes à essayer de la renverser, nous avons abandonné

et, au lieu de cela, avons grimpé jusqu'au sommet de la tourelle. Ce n'est pas très facile, mais cela peut être fait par toute personne ayant un minimum de compétences en escalade. Au sommet, nous avons pu détruire toutes les caméras, tandis que des ami.es au sol ont crevé tous les pneus et détruit tous les panneaux solaires, laissant la tourelle immobile et inutilisable !

Alors que nous détruisions les caméras, nous avons remarqué que l'un des objectifs tournait, soit parce qu'il était commandé à distance par la personne qui louait la tourelle, soit peut-être parce que l'« IA » réagissait au joli bruit du marteau. Quoi qu'il en soit, il ne tournait certainement plus, quand on en a fini avec lui !

La prochaine fois, nous pourrions envisager de laisser la sangle à la maison et simplement grimper sur la tourelle, ou alors de nous procurer une sangle plus longue (peut-être 45 ou 60 pieds) et plus d'ami.es ! Dans l'ensemble, nous avons passé 5 à 7 minutes près de la tourelle et nous nous sommes sentis tranquilles tout le temps. Cela a été facile à organiser et à faire ! Peut-être que toi et tes ami.es pourriez le faire ? Vous pouvez trouver d'autres caméras à détruire (y compris des tourelles équipées de caméra de LVT !) sur : maps.deflock.org.

Mort à l'État de surveillance !

Détruisons toutes les caméras ! Vive l'Anarchie ! CamOver !

[Chili] L'État chilien va condamner quatre jeunes guerriers mapuche à des dizaines d'années de prison

Publié le 2026-07-12 14:44:15

Publié le 02/07/2026 sur [Indymedia Nantes](#)

Le 13 juillet 2026, le Tribunal Oral de Temuco prononcera la peine contre quatre jeunes *weichafe* de l'organisation de résistance mapuche *Coordinadora Arauco-Malleco* (CAM). Lors de la dernière séance fin juin, le Tribunal a établi la culpabilité des quatre pour les délits d'incendie criminel à répétition, vol,

enlèvement simple et pour deux d'entre eux, détention de munitions. Le procureur régional de l'Araucanie demande des peines allant jusqu'à 48 ans de prison.

Il y a quatre ans, le 22 novembre 2022, des *weichafé* armés pénètrent dans le domaine de San Luis, exploité par l'entreprise forestière *Mininco*. Ils font reculer les travailleurs présents et obligent les chauffeurs de camion à descendre. Puis, le feu est mis à quatre engins forestiers, deux fourgons et quatre camions transportant du bois. Une banderole faisant allusion à la libération de Wallmapu et à la CAM aurait été laissée sur place.

Plusieurs heures plus tard, à plus de 40 km du lieu de l'attaque, les Carabineros arrêtent Luis Menares Chanilao, Jorgue Caniupil Coña, Pelantaro Llaitul Pezoa, Juan Carlos Mardones et une cinquième personne (également accusée). Les policiers auraient été alerté de la présence des jeunes mapuches dans une ravine par un témoin anonyme qui les aurait vu mettre le feu à un fourgon (qui aurait été dérobé lors de l'attaque à San Luis). Ce témoin ne s'est pas présenté au tribunal et a été passé au statut de « témoin protégé ». De tels procédés sont régulièrement utilisés contre le mouvement autonomiste mapuche pour faciliter les condamnations et compenser le manque de preuves matériels. Parmi les jeunes arrêtés, il y a Pelantaro Llaitul, un des fils de Hector Llaitul, *werken* (porte-parole) de la CAM, lui-même actuellement en prison suite à une condamnation à 23 ans en 2024 pour son engagement au sein de la CAM, la libération nationale mapuche et la reconstruction du monde mapuche.

Cela fait quatre ans que les jeunes *weichafe* sont en détention préventive. L'ancien gouvernement de Boric (de gauche) s'était distingué par sa répression du mouvement autonomiste mapuche et la militarisation du Wallmapu (et 110 prisonniers politiques mapuche dans les geôles de l'État chilien) ; l'actuel gouvernement Kast d'extrême-droite a repris le flambeau en multipliant les opérations répressives, la persécution et le harcèlement des communautés mapuches.

Solidarité avec la lutte mapuche !

Communiqué des prisonniers politiques mapuche de la CAM sur l'affaire Lautaro

Kiñe. Tout d'abord, nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont accompagnés tout au long de ce procès oral au cours duquel nous avons finalement été injustement condamnés. À toutes les communautés, aux familles et aux lof mapuches, à notre peuple, nous adressons toute notre gratitude.

Epu. Nous considérons cette condamnation comme le résultat de la persécution politique menée contre le mouvement autonomiste mapuche, et plus particulièrement contre la Coordinadora Arauco-Malleco (CAM), organisation dont nous sommes fiers en tant que *weichafe [guerriers mapuches]*. Nous soulignons que ce procès s'est déroulé de manière partielle et raciste, sans aucune preuve nous impliquant, et que les autorités judiciaires ont eu recours à des témoins secrets qui, au final, n'ont même pas témoigné devant le tribunal.

Kula. Le tribunal *winka* nous a condamnés pour les délits d'incendie répété, de vol, d'enlèvement simple et, dans deux cas particuliers, de détention de munitions. Il a requalifié deux délits et nous a acquittés des délits de détention d'armes interdites, de détention d'armes conventionnelles et de tirs injustifiés.

Meli. Nous comprenons que, face à l'enquête bâclée du parquet et aux arguments solides de nos avocats de la défense, le tribunal a décidé de procéder à un ARRANGEMENT permettant de prononcer à tout prix une condamnation politique à notre encontre, sans disposer en aucun cas des éléments minimaux pour le faire.

Kechu. La tête haute, nous déclarons que nous n'accepterons pas cette condamnation néfaste et que, si l'État chilien persiste à criminaliser et à persécuter la lutte historique et digne des Mapuches, en cherchant à nous condamner pour cela, qu'il assume au moins l'État de droit dont il se vante tant, qu'il apporte les preuves et condamne en vertu de ses lois, et non sur la

base de subterfuges, de mensonges, de pressions politiques et de l'utilisation d'une presse bourgeoise servile aux intérêts des entreprises.

De même, nous appelons le pouvoir judiciaire à cesser d'être le bras punitif du fascisme et de l'extrême droite à Wallmapu.

Kayu. C'est pour toutes ces raisons que, le jour du prononcé du jugement [le 13 juin], nous lancerons une mobilisation afin de dénoncer ce procès vicié auquel on nous a contraints. À cette occasion, nous souhaitons également apporter notre soutien à notre frère Daniel Canio, qui, après avoir purgé plus de la moitié de sa peine, se voit toujours refuser ses avantages pénitentiaires.

Ayant affronté ce procès en tant que pu weichafe, aujourd'hui condamnés, nous estimons nécessaire de nous adresser au mouvement mapuche et à notre peuple en général après près de quatre ans d'emprisonnement, et de déclarer que nous ne sommes pas vaincus, encore moins honteux ou repentants d'avoir embrassé une lutte aussi digne et juste que la nôtre ; bien au contraire, nous continuons d'avancer avec la détermination de ne jamais nous mettre à genoux devant nos ennemis.

Enfin, nous appelons à poursuivre le *weichan [lutte mapuche]*, à maintenir la lutte territoriale contre les entreprises forestières et le grand capital, à continuer de résister au racisme structurel et colonialiste de l'État chilien, d'autant plus aujourd'hui que le fascisme et l'extrême droite sioniste sont au pouvoir.

Dehors les entreprises forestières et les militaires du Wallmapu !!

La résistance mapuche n'est pas du terrorisme !!Peñi Kincha treka rupaymi tūfachi Mapu Mew,welu Tami pūlli rumel mongeleay rangi weychan MewLuis Menares ChanilaoJorgue Caniupil Coña Pelantaro Llaitul Pezoa Juan Carlos MardonesPPM-CAM

[Italie] Libération de plusieurs des personnes arrêtées le 16 juin, et deux articles sur le sujet

Publié le 2026-07-12 14:49:12

Publié sur trognon.info le 10/07/2026, traduit de [il rovescio](http://il.rovescio) le 10/07/2026

Nous sommes ravis d'apprendre que Micol, Nico, Bibi, Arnau, Stefano, Luna et Giulia, les camarades arrêtés en vertu de l'article 270 bis lors du raid anti-anarchiste du 16 juin, ont été libérés par la Cour de révision, qui a jugé incohérentes les charges de complot en vue de commettre un crime anarchiste.

Nous attendons des nouvelles de Toni et Pietro, dont la situation est différente : ils n'ont pas fait l'objet de mesures conservatoires, mais ont été arrêtés pour « terrorisme d'expression » (article 270 paragraphe 3) suite à la saisie de tracts lors d'une perquisition à leur domicile.

En attendant, réjouissons-nous du retour de nos sept camarades dans la rue !

Plus d'informations à venir. »

Adresses en détention les plus récentes :

(Tony) Andrea Toniolo
C.C. di Rossano – Contrada Ciminata Greco 1
87067 – Rossano (CS)

Pietro Rosetti
C.C di Terni – Strada delle Campore 32
05100 – Terni (TR)

Deux articles a propos des arrestations du 16 juin en Italie, publiés sur Indymedia Nantes le 09/07/2026, traduit de brughiere

Quelques reflexions et un appel à mobilisation, en solidarité avec les compagnxs arrêtxs et poursuivixs

Dix jours se sont écoulés depuis que, dans diverses parties de la botte italienne, des compagnxs ont été réveillxs à l'aube par les coups de belier des flics à leurs portes et aux barricades ; dix jours depuis qu'ils ont muré le Bencivenga avec du ciment ; dix jours avec peu de sommeil, beaucoup d'injures, de pensées et de réflexions.

Nous avons besoin de transformer l'univers des émotions et des sensations que nous avons en nous grâce aux mots ; nous avons besoin de nous retrouver dans la chaleur de la solidarité et dans celle d'un agir concret qui brise le dispositif le plus atroce de la répression : l'isolement.

Nous voulons également impulser des réflexions et des analyses qui soient à la hauteur des temps vraiment complexes et graves que nous vivons pour essayer d'en faire, au contraire, un moment propice. Même avec la hâte de l'énième coup de guillotine porté à nos relations de complicité, nous ressentons la priorité de faire sortir quelques concepts que, à chaud, nous considérons comme cardinaux pour la lecture de cette énième enquête anti-anarchiste. Nous nous trouvons face à un scénario qui mélange anciens et nouveaux instruments répressifs dans un contexte marqué par de profonds changements sociaux mais, comme il existe de nombreuses analyses plus approfondies sur le présent que nous vivons aujourd'hui, nous voulons nous concentrer non pas tant sur le fait d'esquisser le contexte-monde dans lequel cette opération est imposée par la domination, mais plutôt sur ce que cette opération nous dit du monde.

Les ingrédients qui sont cités à plusieurs reprises, afin de persuader un Juge des Enquêtes Préliminaires (GIP) de signer l'incarcération de nos compagnxs, parlent du contexte de certaines luttes qui se sont développées, en Italie, ces dernières années.

Et c'est de ce contexte-là que nous partons. Nous faisons référence principalement à la lutte contre le 41bis qui, sous une certaine forme et selon celles et ceux qui écrivent, a pu trouver une certaine continuité dans les mobilisations pour la Palestine, qui se sont développées avec de fortes connotations anti-autoritaires (dans le premier cas délicieusement anarchistes) et qu'il nous semble important de revendiquer comme une pièce de notre conflit actuel.

Ce que les charognes de journalistes, de tribunaux ou de casernes ont relaté à notre place de ces jours et ces mois de colères a toujours été cité comme prétexte à la répression. Il nous semble important de s'attarder sur la portée qu'a eue et qu'aura ce que nous avons mis, et que nous mettrons, en place. Il n'y a peut-être pas eu le temps (ou l'envie) d'analyser en profondeur ce qui s'est joué dans ces rues et sur ces places, mais l'opération répressive du 16 juin commence à partir de là et il nous semble donc sensé de nous interroger sur le pourquoi.

Le pouvoir a besoin que lx anarchistes soient isoléxs, leurs propos déforméxs, jetéxs en pâture dans les journaux quand on lx arrête, pour ensuite retourner dans les oubliettes de l'histoire. Ainsi, en partie, l'État réussit à gérer l'existence d'une idée-pratique qui mènera à sa destruction et à l'extinction de sa raison d'être : la domination. Quand lx anarchistes, au contraire, ne sont plus des extraterrestres mais sont présentxs dans l'espace public et que leurs slogans sont sur les lèvres de personnes « insoupçonnables » ou quand, dans les manifestations de masse, certains thèmes et pratiques de l'anarchisme se diffusent, voici que l'État décide de donner un signal plus fort que d'autres. La répression ne sert pas, en effet, seulement à tenter de briser des liens consolidés, à affaiblir les âmes et les corps, à diffuser la panique parmi lx ennemi-e-xs de l'ordre, mais aussi à dissuader de potentiéls complices de se joindre aux « mauvaisxs maîtresxs ». La profusion de plaintes, d'arrestations et de mesures préventives à l'encontre de cellx qui se définissent comme activistes est là pour témoigner que, certes, ce gouvernement est plus zélé que d'autres à réprimer jusqu'à la simple dissidence, mais cette fureur castratrice nous dit aussi que le léviathan doit frapper pour se maintenir en vie, s'acharnant toujours plus souvent et toujours plus violemment contre ses propres opposantxs. C'est la logique même de la guerre : elle ne se poursuit

que si tu as des ennemis toujours frais à combattre et à donner en pâture à la partie de la population subjuguée par les régurgitations patriotiques.

Heureusement, il existe encore – et il existera toujours – des minorités agissantes qui non seulement désertent l'enrôlement patriotique des consciences, mais cherchent aussi à le saboter. C'est dans ce sens que nous lisons l'expulsion d'un lieu historique du mouvement anarchiste, de la contre-culture, de l'opposition à la vie métropolitaine marchandisée : ils nous enlèvent ces espaces car c'est en les traversant ensemble (que ce soient des places, des squats, des fermes, des montagnes) que se créent des liens et de possibles conspirations. Ils nous enlèvent nos lieux aussi pour en finir avec notre histoire qui, tout comme la question palestinienne nous le dit, est viscéralement liée aux territoires que nous habitons et dans lesquels nous luttons. Dans tout contexte de guerre, la compression de l'espace public doit être maximale, imaginez donc supporter l'existence d'une île d'altérité aussi effrontée que l'a toujours été le Bencivenga.

Et si l'on parle de guerre, c'est parce que dans cet acte de répression tout est langage guerrier : l'épreuve de force des irruptions flicardes cagoules vissées au visage ; l'apposition, en guise d'affront fasciste, du drapeau tricolore sur la porte tout juste murée du Benci. Que sont-ils sinon une diapositive de la guerre qui, comme une tache de *Léonardo* [**jeu de mot avec tache de léopard, expression utilisée pour dire que ca se diffuse, et leonardo, fabricant d'arme italien *ndt**], est déjà en cours contre cellxs qui choisissent la voie de la rébellion ou qui cheminent, par un mouvement centrifuge de l'histoire, dans le grand exode de l'exclusion des privilèges.

Et qu'a été la célébration des jeux de Milan-Cortina, contre lesquels l'action de sabotage des trains dont on parle dans l'enquête s'est abattue comme la foudre, sinon une gigantesque parade de guerre de plusieurs millions d'euros ? (qui trouve son apogée dans la présence ostentatoire des troupes ICE).

,Le fait que l'État, dans ses propres veines ou artères – les infrastructures de transports et de télécommunications – puisse être entravé, affaibli, saboté, ralenti, est intolérable pour une institution totalitaire qui s'identifie, au-delà des formalismes démocratiques-libéraux, essentiellement avec sa propre tension vers la guerre, tant externe qu'interne. Cette guerre non déclarée que nous

appelons normalité. Les armes qui se déploient dans ce goutte-à-goutte contre la rébellion et l'altérité, dans l'état actuel de l'organisation sociale, ne sont plus représentées par le peloton d'exécution qui s'aligne devant les condamnés, mais plutôt par un dédale de pièges sophistiqués et de traquenards qui prennent le nom de lois. Par cela, nous ne voulons pas dire que la loi soit un instrument répressif nouveau (elle est malheureusement aussi vieille que l'autorité) mais que nous assistons à une forme de pan-pénalisation et de pan-normativité, dans le contexte italien, qui nous enserre, et cette forme particulière de répression cause toute une série de conséquences spécifiques pour celles et ceux qui la subissent et y résistent.

De plus, l'arsenal de l'État italien s'est incroyablement enrichi de nouveaux instruments répressifs ces dernières années (sans jamais omettre d'huiler des structures bien rodées et indispensables comme, justement, le 41bis) et cela, notez-le bien, nous ne l'imputons pas à la nature fasciste des gouvernants actuels : plus que jamais aujourd'hui nous affirmons que la démocratie et le fascisme sont exactement les deux faces de la même médaille, interchangeables et qui peuvent coexister. Un article, parmi d'autres, que cette enquête jette sur la tête de nos compagnons, et qui a justifié l'arrestation de deux d'entre eux (arrestation qui n'aurait pas eu lieu il y a seulement un an) et qui nous semble nécessiter une prise en charge urgente de notre part est le 270 quinquies alinéa 3. Ce qu'on appelle le « terrorisme du discours ».

Si en effet cela fait des années, des décennies, que nous sommes confrontés à des accusations liées aux délits d'association (270bis), le fait de punir la simple détention de matériel papier ou virtuel qui puisse être considéré par ces messieurs comme terroriste, ouvre la porte à des scénarios d'arrestations (en flagrant délit !) extrêmement faciles pour les forces répressives. Le 270 quinquies alinéa 3, contrairement au deuxième (auto-entraînement) selon les dires des avocats, est extrêmement difficile à démontrer lors d'un procès car il n'est pas nécessaire pour le Procureur de prouver une quelconque intentionnalité de « passer à l'action » : le simple fait de posséder un écrit incriminé peut nous conduire en taule. Cette loi semble avoir été faite tout spécialement pour un mouvement, comme le mouvement anarchiste, où les écrits ont toujours eu un écho important, tant dans l'évolution individuelle que dans la propagande.

Voici les réflexions que nous avons jugé bon, après des échanges qui restent tous à approfondir, de partager pour tracer un terrain commun minimum d'action et de discours sur lequel nous voulons appeler à la mobilisation pour la solidarité avec ceux et celles qui ont été arrêtés, perquisitionnés, enquêtés, emprisonnés chez eux/elles. Nous ressentons fortement en ce moment le besoin de faire en sorte que la répression ne soit jamais, au grand jamais, vécue comme une affaire privée (bien que l'on parle d'un contexte qui n'est pas anarchiste, le suicide de deux activistes pour la Palestine, à Turin, placés en assignation à domicile, nous donne le poids sanglant de la situation) et nous voulons, en conclusion de ce texte, appeler à la mobilisation en solidarité avec les compagnxs frappés dans l'opération du 16 juin.

Précisément pour sortir de l'isolement, précisément pour ramener dans la dimension publique le fait qu'il y a un monde qui est en train de se défaire et dont nous pouvons accélérer la chute, en construisant entre-temps ce rêve si difficile et incontournable qu'est l'anarchie.

Dans les journées du 10 au 12 juillet, en vue de l'audience de réexamen, faisons donc entendre fort notre solidarité à nos compagnonxs otages de l'État : chacunx selon les modalités qu'il/elle jugera opportunes, comme nous le disons toujours, pour sortir du coin de la déprime et relancer notre envie de renverser ce présent maudit. La liberté est possible et tangible, dans la lutte pour la libération.

Solidarité et complicité avec lxs arrêtés, perquisitionnés, inculpés du 16 juin !

Nico, Micol, Pietro, Giu, Luna, Bibi, Toni, libress tout de suite !

Liberté pour toutxs, feu aux tribunaux et aux prisons !

Quelquxs compagnxs solidaires

Adresses des compas incarcéré-esVoici, pour le moment, les adresses disponibles des compas : écrivons-leur, faisons en sorte qu'ils ne sentent ni seuls ni isolés.

- **Andrea Toniolo (Toni)** : C.C. di Rossano – Contrada ciminata. 87064 – Corigliano Rossano (CS)
- **Francesco Benedetti (Bibi)** : C.C di Rossano – Contrada ciminata. 87064 – Corigliano Rossano (CS)
- **Micol Marino** : C.C. Rebibbia femminile – Via Bartolo Longo 92 00156 – Roma (RM)
- **Stefano Marri** : C.C. di Terni – Strada delle campore 32 05100 – Terni (TR)
- **Pietro Rosetti** : C.C di Terni – Strada delle Campore 32 05100 – Terni (TR)
- **Nico Aurigemma** : C.C. di Ferrara – Via arginone 327 44122 – Ferrara (FE)
- **Arnau Vallet Casadevall** : Regina Coeli via della Lungara 29 00165 Roma

Traduit de <https://brughiere.nublogs.org/post/2026/06/30/alcune-riflessioni-e-un-appello-alla-mobilitazione/>

En solidarité avec les compas anarchistes arrêté.e.s le 16 juin 2026

À l'aube du mardi 16 juin, l'énième opération répressive anti-anarchiste, dirigée cette fois-ci par le parquet et la Digos de Rome, a donné lieu à la perquisition de divers domiciles de compas et d'espaces occupés dans toute la péninsule, de Bologne à Rome, Turin, Naples et Forlì. Outre les perquisitions, cinq personnes ont été placées en détention provisoire, ainsi que deux autres en

assignations à résidence avec bracelet électronique et interdiction de communiquer.

L'accusation portée est la désormais célèbre « association à des fins de terrorisme » (art. 270 bis). Pour deux des sept compas, s'ajoute également l'accusation de sabotage des lignes à Grande Vitesse sur le tronçon Rome-Florence, en référence aux faits du 14 février dernier. À cette occasion, la dévastation des territoires de Milan et Cortina, également appelée Jeux Olympiques d'hiver, a coïncidé avec une série de sabotages dans diverses parties de la péninsule, dont l'un d'eux fait l'objet de cette opération.

À deux autres compas, arrêté.es à la suite des perquisitions, est en outre reproché la possession de quelques brochures. L'accusation est celle de « détention de matériel à des fins de terrorisme » (art. 270 quinquies-ter), ce qu'on appelle le « terrorisme du discours », une nouvelle qualification pénale entrée en vigueur en 2025 avec le dernier décret sur la sécurité.

De plus, à la suite de cette opération, le Bencivenga, un espace squatté actif depuis vingt-cinq ans à Rome, a été expulsé.

Nous voulons exprimer avec amour et rage notre solidarité inconditionnelle à toutes les compas incarcéré.es, frappé.es par des mesures de sûreté, visé.es par l'enquête, perquisitionné.es, expulsé.es, en saisissant l'occasion pour partager quelques réflexions sur cette énième opération et le contexte dans lequel elle se déroule.

L'article 270 bis est désormais le dispositif principal avec lequel l'État, pour se défendre et défendre son ordre démocratique, frappe le monde anarchiste. Un ordre démocratique basé sur la division raciste, classiste et patriarcale de la société. Un ordre démocratique fondé sur des guerres et des génocides, perpétrés dans un ailleurs suffisamment lointain – comme celui de la Palestine – afin de ne pas perturber la fausse paix sociale.

La destruction et l'extermination naissent pourtant bel et bien ici, dans les territoires que nous habitons, produites à l'intérieur des usines d'armement et organisées à travers des politiques belliqueuses et de réarmement. Parallèlement, dans ces ailleurs lointains, des dispositifs répressifs, de contrôle

et de surveillance sont expérimentés, pour ensuite être importés et appliqués dans notre cher Occident.

La violence du fameux ordre démocratique se manifeste par des pratiques et des mécanismes différents : les frontières que certain.es peuvent traverser librement sont des lignes de mort et de refoulement pour d'autres, les villes et les lieux que nous habitons abritent des prisons et des centres de rétention (CPR), des casernes, des commissariats, des bases militaires et des lieux d'exploitation et d'oppression.

L'ordre démocratique se nourrit de la dévastation du monde animal et végétal. Il produit et reproduit quotidiennement des relations humaines forgées par la violence structurelle du colonialisme, du racisme, du patriarcat et du classisme. Un ordre qui voudrait que chaque être vivant soit fondamentalement isolé et anesthésié.

Face à tout cela, qui ne voudrait pas subvertir l'État et son ordre démocratique ?

Il est clair que ce qui fait peur à l'État, c'est que celles et ceux qui luttent contre tout cela ne soient pas le miroir de lui-même, c'est-à-dire de prétendues associations, organisées, musclées et hiérarchiques, mais des individualités qui croient et vivent pour la liberté et l'anarchie.

L'introduction de l'art. 270 quinquies-ter est un énième élément qui s'ajoute aux dispositifs de répression. Un signe clair de notre époque, où la seule expression d'idéaux de liberté ou la découverte d'un texte dérangeant pour l'État suffisent à monter des opérations, à agiter l'épouvantail du terrorisme intérieur, à encager et à réprimer. Nous l'avons déjà vu avec la répression qui s'est abattue sur la résistance palestinienne et sur les manifestations de solidarité à son égard. Nous faisons référence en particulier à la condamnation du prisonnier Ahmed Salem pour cette même accusation de « terrorisme du discours », qui lui a été infligée sur la base de quelques vidéos provenant de Gaza trouvées dans son téléphone portable, mais qui, en fin de compte, était principalement fondée sur le fait qu'il était Palestinien. Tout comme cela s'est produit avant lui pour d'autres personnes jetées dans le chaudron de ce qu'on appelle le « terrorisme islamique ».

Tout cela nous montre à quel point la machine répressive peut monter d'un cran, elle qui voudrait nous convaincre que lutter a un coût trop élevé, en nous dissuadant de le faire ou en contrôlant tout simplement l'existence de celles et ceux qu'elle considère comme des ennemis de son ordre.

Mais les luttes sont incontrôlables. Il existe encore des cœurs courageux qui luttent pour la liberté, non seulement avec des mots, mais aussi par l'action directe. C'est ce qui s'est passé avec le sabotage de la ligne TGV en février de cette année. Qui que ce soit qui l'ait fait, iel a accompli un geste nécessaire pour s'opposer à la guerre, il suffit de penser à l'accord inhérent à la logistique de guerre entre Leonardo et RFI, et à la dévastation qui trouvait à ce moment-là une expression concrète dans les Jeux Olympiques d'hiver.

Le lien entre la pensée et l'action, fondement de la tension anarchiste, est ce que l'État craint et ce qu'il veut frapper une fois de plus, en tentant d'isoler et de stigmatiser les pratiques « terroristes » de celles de la « dissidence légitime ». Ce *modus operandi*, fondement de l'action répressive, a atteint son paroxysme avec la mort de Sara et Sandro, survenue dans une ferme de Rome le 19 mars à la suite de la détonation de ce qui pouvait être un engin explosif. L'État, en effet, avec ses gratte-papier vendus, a tenté par tous les moyens de les isoler, de les stigmatiser et de délégitimer leur mémoire, précisément en raison des circonstances dans lesquelles leur mort s'est produite. Contrairement à ce que l'État aurait voulu, c'est non seulement tout le mouvement anarchiste, mais bien au-delà, qui a fait bloc autour des deux compas tombés.

Preuve qu'il existe des idées et des pratiques propres à un bagage de lutte et de justice qui a un horizon bien plus vaste que ce que ces messieurs le voudraient. Ce n'est donc pas un hasard si la demande de détention provisoire des 7 compas visés par l'enquête pour le 270 bis est parvenue au GIP (Juge des enquêtes préliminaires) un mois après la mort de Sara et Sandro.

Et ce n'est toujours pas un hasard si l'exécution des mesures de sûreté intervient au cours de la même période où le Tribunal d'Application des Peines de Rome a été appelé à se prononcer sur le renouvellement pour deux années supplémentaires de la détention sous le régime du 41 bis d'Alfredo Cospito. Nous savons bien comment chaque opération prépare le terrain pour la

suivante, et sert à légitimer davantage les mesures appliquées aux compas déjà prisonniers de l'État.

Mais si leur carte d'aujourd'hui sera leur carte de demain, il est bon qu'ils sachent que notre solidarité, celle d'hier comme celle d'aujourd'hui, sera le moteur de notre solidarité de demain, et de toujours. Et la meilleure solidarité que nous puissions apporter, outre le fait de faire bloc autour de nos compas et de les soutenir, est de continuer les luttes.

COMPLICES ET SOLIDAIRES DE BIBI, ARNAU, NICO, STE, MICOL, PIETRO, TONY, GIULIA et LUNA. !

Liberté pour tous et toutes !

Des compas de Bologne et ses environs

Traduit de : <https://brughiere.nublogs.org/post/2026/07/02/bologna-parole-pratique/>

amazon kills (Portland,USA)

Publié le 2026-07-12 18:59:17

amazon kills. amazon kills its own employees. amazon kills the rivers and the land. amazon kills freedom, and replaces it with a hollow consumerism designed to give the illusion of choice.

last night i torched a few amazon delivery vans parked near the rivian facility in portland. the vans went up in minutes and only the metal frame was left behind. no surprises, since they're mainly made of plastic 😏



its easy to lose hope and feel powerless in an increasingly artificial world, and that is by design. but another life is possible, if we dare.

four amazon vans isnt much, but it is a reminder that with just a little bit of daring and whole lot of anger and passion in your heart, you can strike back. all you have to do is choose to act: act for the planet, act for freedom, act for eachother, and most importantly act for yourself.

fiery solstice greetings to all the anarchists on the run and in the shadows!

submitted anonymously

[source](#)

la bibliothèque anarchiste située au 19 rue burnouf à Paris reste ouverte !

Publié le 2026-07-12 19:04:15

Le projet Libertad est fini. Mais au 19 rue burnouf, en parallèle de l'élaboration d'un nouveau projet, reste ouverte une bibliothèque anarchiste tous les mardis de 17h à 20h pour accueillir toutes celles et ceux en recherche d'idées et de rencontres pour alimenter le feu de la révolte contre ce monde autoritaire et mortifère.

Des occasions pour nourrir ses questionnements, pour chercher dans les livres, brochures, revues et journaux de quoi approfondir ses réflexions, pour découvrir dans des récits du passé des bouffées d'air pour le présent, pour discuter et débattre sur les évènements en cours, pour se plonger dans des expériences de luttes et de moments révolutionnaires.

Bienvenues à celles et ceux qui se tiennent loin de la politique, des faux-semblants et qui ont à coeur de tisser des relations qui ne sont pas à l'image de ce monde.

Venez prendre, donner/déposer, emprunter (et rendre !) les livres et brochures.

Bref à faire vivre un lieu anarchiste à Paris !

Les bibliothécaires

contacts :

la bibliothèque

19 rue burnouf

75019 Paris

lantredeux(at)riseup.net

assurez-vous durant le mois d'aout que la bibli est ouverte en nous écrivant.

pour s'inscrire sur la liste mail afin de recevoir des informations concernant la bibliothèque, envoyez à l'adresse sympa@lists.riseup.net le message suivant :

invite lantredeux@lists.riseup.net tonadressemail

Italie – Opération répressive du 16 juin : tou.tes les compas sous enquête sont libres !

Publié le 2026-07-12 19:09:12

[*Il Rovescio*](#) / jeudi 9 juillet 2026

Nous apprenons avec joie que Micol, Nico, Bibi, Arnau, Stefano, Luna et Giulia, les compagnons arrêtés en vertu de l'article 270 bis du code pénal [*association subversive avec la finalité de terrorisme ; NdAtt.*], lors de la [rafle anti-anarchiste du 16 juin](#), ont été relâchés sur ordre du Juge des libertés, qui a considéré que le délit d'association n'existe pas.

On attend des nouvelles à propos de Toni et Pietro, dont la situation est différente, car ils ne faisaient pas l'objet de mandats d'arrêt, mais ils ont été interpellés avec l'accusation de « terrorisme de la parole » (art. 270 *quinquies*,

troisième paragraphe), suite à la saisie de quelques brochures trouvées lors des perquisitions.

Entre-temps, fêtons le retour des sept compagnons et compagnonnes dans les rues !

Plus d'informations à suivre.

Note d'Attaque : et le Bencivenga, expulsé le 16 juin, [a été repris](#) dans la nuit du 11 au 12 juillet !

Rome (Italie) : Un micro caché découvert au NED

Publié le 2026-07-12 19:14:59

[Il Rovescio](#) / samedi 11 juillet 2026

Le mercredi 1^{er} juillet, lors de la journée collective de nettoyage d'été, nous avons trouvé un micro caché à l'intérieur du NED, à Rome.

Le dispositif était branché directement à un câble de l'installation électrique du lieu et caché dans un trou dans le faux plafond.

Le mouchard pouvait être activé par le bruit ambiant ou à distance, par SMS, grâce à un chip SIERRA WIRELESS WP7502 (aujourd'hui SEMTECH), qui permettait d'envoyer le son volé via les réseaux 2G, 3G et 4G (en utilisant une carte SIM de l'opérateur TIM). En plus du corps principal, le dispositif était composé de deux antennes, d'un transformateur électrique et d'un microphone.

Selon les information aujourd'hui en notre possession, le mouchard a été actif depuis le 28 février dernier.

Quelques compagnonnes et compagnons qui se rencontrent au NED

Voici des images du dispositif et de son emplacement :

Généré automatiquement par Vive l'Anarchie !